

# LA QUESTION PALESTINIENNE

du XIX<sup>e</sup> siècle à nos jours

Marc Mennecier

Troisième édition, augmentée par

Paul Rauschert



Cahier de *La Commune* n°4 – juillet 2004

# Sommaire

	Pages
Avant-propos .....	3
Préface à la première édition .....	6
Préface à la deuxième édition .....	10
<b>1 - Histoire de la fondation d'Israël .....</b>	<b>17</b>
A - Historique .....	17
B - L'idéologie sioniste .....	23
C - Institutions de l'Etat d'Israël .....	27
D - Partis politiques .....	29
<b>2 - Histoire de la résistance arabe et palestinienne .....</b>	<b>32</b>
A - Soulèvements .....	32
B - Attitude des Etats arabes .....	36
C - Les partis et organisations .....	37
<b>3 - Situation actuelle et perspectives .....</b>	<b>41</b>
A - Population .....	41
B - Situation économique .....	41
C - Rôle de l'impérialisme .....	42
<b>4 - Onze ans après les accords d'Oslo .....</b>	<b>46</b>
<b>Bibliographie .....</b>	<b>67</b>

# Avant-propos

## **Une révolution qu'ils ne peuvent mettre à genoux**

**N**OTRE organisation La Commune, section française de l'Unité internationale des travailleurs (UIT-IV\* Internationale) réédite, en l'actualisant, sa brochure de 1993 consacrée à la question palestinienne.

Au lendemain de l'attentat du 11 septembre 2001 aux Etats-Unis, que nous avons qualifié d'acte contre les peuples, nous indiquions en particulier, dans notre déclaration du 24 septembre 2001 : « *La mort de milliers d'hommes et de femmes, dans le World Trade Center et à Washington, profite-t-elle aux Palestiniens ? Bien sûr que non, bien à l'inverse. Sharon, tout en déclarant qu'"Arafat est notre Ben Laden", accentue la répression, par terre, air et mer, contre les Palestiniens tués quotidiennement par les missiles, obus et bombes de l'armée israélienne. Sharon, profitant de "l'après 11 septembre", considère qu'il a plus que jamais les mains libres contre le peuple palestinien.* »

Et c'est bien ce qui s'est passé depuis : assassinats de dirigeants, massacre de Jenine, poursuite des destructions de maisons, arrachage des oliviers, occupation sanglante de Gaza... Sharon a cru que le « 11 septembre » lui conférait l'impunité, ce que Bush et les bourgeoisies d'Europe lui ont effectivement aimablement confié.

Alors que Sharon continue ses assassinats de dirigeants palestiniens dans la plus totale impunité, alors que lui et son gouvernement

(où siège l'extrême droite sioniste) poursuit la construction du Mur de la honte, alors qu'une nouvelle fois, à Rafah, le 19 mai 2004, son armée a tiré au canon et aux missiles contre une population aux mains nues, alors que les bonnes âmes continuent de renvoyer chrétiennement dos à dos oppresseurs et opprimés, quelques rappels historiques sont les bienvenus. En voici quelques-uns, qui intéresseront tous ceux que la lutte du peuple palestinien pour disposer de lui-même, sur tout son territoire, importe.

« *Ce n'est pas du terrorisme, ce ne sont pas des désordres, ce n'est pas de la subversion et ce ne sont pas des émeutes. C'est un peuple qui se lève.* » C'est ainsi que le journaliste israélien Y. Smilanski qualifiait, le 30 décembre 1987, la « Révolution des pierres », la première Intifada.

Dans quel objectif le peuple lutte-t-il quotidiennement ? Rappelons simplement le document soumis par l'organisation Fatah au XI<sup>e</sup> Congrès mondial sur la Palestine, en septembre 1970, et qu'Arafat lui-même a dû oublier :

« *La Palestine d'avant 1848 — comme le définissait le mandat britannique — est le territoire que nous devons libérer (...). Il devrait être très clair à cette étape que la nouvelle Palestine dont nous discuterons n'est pas la Cisjordanie occupée ni la bande de Gaza, ni les deux. Ce sont là des régions occupées*

par les Israéliens depuis juin 1967. La terre natale des Palestiniens usurpée et colonisée depuis 1948 ne nous est pas moins chère ni importante à nos yeux que celle occupée depuis 1967.

## **Les Palestiniens juifs auront les mêmes droits**

*« De plus, l'existence même de l'Etat raciste oppresseur d'Israël, fondé sur l'expulsion et l'exil forcé d'une partie de ses citoyens, ne serait-ce que du plus minuscule village, est inacceptable pour la révolution. Tout arrangement qui s'accommoderait de l'Etat colon agresseur est inacceptable (...).*

*« Tous les juifs, musulmans et chrétiens qui vivent en Palestine ou en ont été exilés par la force auront droit à la citoyenneté palestinienne (...). Cela signifie que tous les Palestiniens juifs, pour l'instant israéliens, auront les mêmes droits pourvu bien sûr qu'ils rejettent le chauvinisme raciste sioniste et acceptent pleinement de vivre comme des Palestiniens dans la Palestine nouvelle (...).*

*« La révolution est convaincue que la majorité des juifs israéliens actuels modifiera son attitude et souscrira à la nouvelle Palestine, en particulier après que la machine d'Etat, l'économie oligarchique et la hiérarchie militaire auront été détruites. »*

Il est sûr que Sharon et son sponsor, l'impérialisme américain, s'opposent par le feu et par le fer à une telle perspective. Bien plus, il s'agit en réalité, derrière la feuille de vigne de Camp David, des accords d'Oslo et autres « feuilles de route », d'exterminer et de disperser un peuple qui proclame chaque jour

qu'il n'abdiquera pas le droit historique et universel à sa terre et à sa liberté.

## **“Il ne peut y avoir aucun partenaire des juifs dans ce pays”**

Les bonnes âmes d'une certaine gauche bien-pesante (1) veulent continuellement nous faire croire que, si Sharon est le méchant, il y a les bons sionistes du type Parti travailliste, soucieux de soutenir les Palestiniens. C'est malheureusement contraire à la réalité. Le Parti travailliste israélien, adhérent de la IIe Internationale « socialiste », a les mêmes objectifs que Sharon.

Ainsi, déjà en 1984, la plate-forme politique du Parti travailliste mettait publiquement l'accent sur les « quatre non » :

- Non à un Etat palestinien,
- Non aux négociations avec l'OLP,
- Non au retour aux frontières de 1967,
- Non au retrait d'une quelconque implantation.

Bien plus, cette plate-forme se prononçait pour l'acroissement du nombre d'installations de colons en Cisjordanie et à Gaza, totalement subventionnées et protégées, ce qui a été fait depuis et qui se poursuit.

D'ailleurs, en 1985, le président d'Israël, Chaïm Herzog, dirigeant du Parti travailliste, fit écho aux positions de Sharon et de Shamir : « *Nous ne sommes certainement*

---

(1) Il s'agit pour la France de tous ceux, PS, PCF et « gauche plurielle » qui se prononcent pour « deux Etats », c'est-à-dire un grand Etat d'Israël et un mini-bantoustan entouré du mur et de miradors pour les Palestiniens.

*pas désireux de faire des Palestiniens nos partenaires de quelque manière que ce soit dans un pays qui est sacré pour notre peuple depuis des milliers d'années. Il ne peut y avoir aucun partenaire des juifs dans ce pays. »* (Yosi Berlin, *Meichuro Shes Ichud*, 1985, p. 14.)

D'ailleurs, cette stratégie d'extermination, comme le rappelle Ralph Schoenman dans son livre *L'histoire cachée du sionisme*, commence à la source de l'Etat d'Israël :

*« En 1947, il y avait 630 000 juifs et 1 300 000 Palestiniens arabes. Aussi, à l'époque de la partition de la Palestine par les Nations Unies, en 1947, les juifs représentaient 31 % de la population. La décision de la partition de la Palestine, mise en avant par les grandes puissances impérialistes et l'Union soviétique de Staline, donnait 54 % de la terre cultivable au mouvement sioniste. Mais, avant que l'Etat d'Israël ne soit établi, l'Irgun et la Haganeh (organisations paramilitaires terroristes sionistes) s'étaient emparées des trois quarts de la terre et avaient expulsé virtuellement tous ses habitants.*

*« En 1948, il y avait 475 villes et villages palestiniens dont 385 d'entre eux furent totalement rasés, démolis pierre par pierre. Seuls 90 ont continué d'exister, mais privés de leurs terres. »*

Et Schoenman cite Heilboun, président du Comité pour la réélection du général Sholom Lahat, le maire de Tel-Aviv, qui proclamait : *« Nous devons tuer tous les Palestiniens à moins qu'ils ne se résignent à vivre ici comme des esclaves. »*

C'est bien le dessein de Sharon et de ses sbires, accentué, nous l'avons dit, depuis le 11 septembre 2001.

Seulement, quels que soient les coups portés et les souffrances terribles d'un peuple meurtri dans sa chair depuis tant d'années, il est aussi une évidence : la Révolution palestinienne est toujours debout et poursuit son chemin.

Ce fait indéniable déroute l'impérialisme et son gendarme régional, l'Etat d'Israël qui ne parviennent, et ne parviendront pas, à mettre ce peuple à genoux.

Cette résistance farouche, non seulement désoriente l'impérialisme, mais, bien plus, le glace d'effroi car la Révolution palestinienne est devenue, depuis plus de trente ans, une référence et un point d'appui pour les masses opprimées et les classes ouvrières non seulement du Proche et Moyen Orient mais du monde entier.

C'est bien pourquoi les militants ouvriers ou simplement les démocrates se doivent d'être inconditionnellement du côté du peuple palestinien et de sa Révolution, qui est la nôtre.

La réédition de notre ouvrage était indispensable. Nous souhaitons modestement qu'il serve d'outil pour la réflexion et pour l'action des militants anti-impérialistes.

Vive le peuple palestinien !

Pedro Carrasquedo,  
juillet 2004

# Préface à la première édition

## ***Palestine : la révolution permanente***

**L**E groupe La Commune publie ici sa première brochure destinée à son école de formation.

Ce n'est bien entendu pas un hasard si nous commençons le premier numéro par la question palestinienne. Pour nous, trotskystes, ce qui se déroule en Palestine depuis 1947, le cours des événements actuels et leur accélération depuis la chute du mur de Berlin a un nom : **il s'agit de la révolution palestinienne**. Mais cette révolution palestinienne, son cours ininterrompu, la ténacité des masses exploitées et opprimées de Palestine, ne peuvent se comprendre que comme une des expressions, la plus élevée certes, du cours actuel de la révolution mondiale. Un mouvement historique qui voit la classe ouvrière du monde entier se dresser dans un processus, certes difficile et chaotique, contre l'impérialisme et son expression organisée, le Fonds monétaire international.

Aveugle qui ne verrait le lien étroit qui unit la lutte des masses palestiniennes à celle des peuples des Balkans, singulièrement aujourd'hui le peuple bosniaque, à celle du peuple noir d'Afrique du Sud pour son émancipation, pour une République noire, à celle des masses affamées d'Amérique latine, d'Afrique et d'Asie, à celle de la classe ouvrière et des peuples d'Europe et d'Amérique du Nord.

A travers tous les continents, c'est un

même mouvement qui s'exprime, avec ses avancées et ses reculs, et qui cherche à s'unir, à s'unifier contre l'ennemi commun. Il s'agit de la lutte de la classe ouvrière mondiale et des peuples pour leur survie, ni plus ni moins.

Il est bon à cet égard de rappeler la huitième condition d'admission à l'Internationale communiste (la III<sup>e</sup> Internationale) avant que Staline en fasse l'instrument de la défense des intérêts de la caste bureaucratique. Cette huitième condition fut rédigée de la main même de Lénine : « *Dans la question des colonies et des nationalités opprimées, les partis des pays dont la bourgeoisie possède des colonies et opprime d'autres nations doivent avoir une ligne de conduite particulièrement claire et nette. Tout parti désireux d'appartenir à la III<sup>e</sup> Internationale est tenu de démasquer impitoyablement les entreprises de "ses" impérialistes dans les colonies, de soutenir, non en paroles mais en faits, tout mouvement de libération dans les colonies, d'exiger qu'en soient expulsés les impérialistes nationaux, de cultiver dans les cœurs des ouvriers de son pays une attitude vraiment fraternelle à l'égard de la population laborieuse des colonies et des nationalités opprimées, et de poursuivre une agitation systématique parmi les troupes de son pays contre toute oppression des pays coloniaux.* »

A en juger par l'attitude majoritairement chauvine adoptée par les partis et organisations qui se réclament du mouvement ouvrier, y compris certaines organisations qui se réclament du trotskysme, à voir le silence complice de nombre d'entre elles sur le génocide du peuple bosniaque, leur inaction flagrante face aux exactions du sionisme, agence de l'impérialisme US au Proche et Moyen-Orient, nul doute que peu d'entre les organisations actuelles pourraient être admises dans la III<sup>e</sup> Internationale de Lénine et Trotsky.

C'est bien pourquoi ces questions politiques concentrent nombre de problèmes auxquels les militants ouvriers dignes de ce nom sont aujourd'hui confrontés.

Le 29 novembre 1947, au lendemain des accords de Yalta qui partagent le monde entre impérialisme et bureaucratie du Kremlin, la Palestine est à son tour sacrifiée sur l'autel de la coexistence pacifique. C'est le « plan de partage » de la Palestine. En quoi les masses palestiniennes étaient-elles responsables du génocide de 6 millions de Juifs par la barbarie nazie, au nom duquel on les a spoliées de leurs terres ? Depuis cette date, le peuple palestinien se voit nier chaque jour son droit à l'existence par une multitude de procédés qui rappellent des méthodes que l'on aurait pu croire révolues et dont les Juifs eux-mêmes ont été les victimes aux heures les plus noires de la Seconde Guerre mondiale.

La déportation des 415 Palestiniens hors de leur pays par l'Etat d'Israël a signifié un pas supplémentaire, et quel pas, dans l'escalade de la violence de l'Etat sioniste et une démonstration supplémentaire, s'il le fallait encore, après les massacres de Deir Yassin,

Sabra et Chatila, de ce dont il est capable pour arriver à ses fins. A cela s'ajoute la politique d'occupation des territoires, occupation militaire accompagnée d'asphyxie économique. Itzhak Rabin n'a-t-il pas déclaré en ce mois de mars 1993 qu'il fallait en terminer avec une situation où les « *Palestiniens pullulent* » ? Rappelons d'ailleurs qu'une bonne partie des mesures « juridiques » utilisées pour parfaire la colonisation sont héritées de l'époque où la Palestine était sous mandat britannique. Quant aux méthodes de la « pacification », elles n'ont rien à envier à celles utilisées dans toutes les guerres coloniales, en Algérie, au Vietnam ou en Afrique du Sud : répression, apartheid, camps barbelés et spoliation des terres.

Le 22 novembre 1967, la résolution 242 de l'ONU, votée à l'unanimité du Conseil de sécurité, mentionne pour la forme l'exigence du retrait des territoires occupés par Israël, sans même préciser lesquels, après la guerre « des six jours », mais ne fait nulle part mention du peuple palestinien, assimilé à un simple problème de réfugiés. C'est la reconnaissance explicite du « Grand Israël ».

Sur une population palestinienne de 2 millions d'habitants, 13 000 Palestiniens sont actuellement emprisonnés et plus de 300 000 d'entre eux sont passés à un moment ou un autre dans les geôles sionistes. Voilà pour la véritable dimension de la répression.

Les conditions atroces de détention sont également une indication de l'acharnement sanguinaire de l'Etat d'Israël contre toute la population palestinienne. Il s'agit ni plus ni moins d'une entreprise d'extermination programmée depuis 1947 par les différents impérialismes, sans oublier l'impérialisme français.

L'idéologie réactionnaire du « Grand Israël », rêvé par Begin et Jabotinsky, n'est que la justification idéologique du bras armé de l'impérialisme que représente l'Etat d'Israël dans cette région du monde.

Mais la résistance du peuple palestinien depuis 1947, certes jalonnée de défaites, de reculs, de trahisons, de déceptions et de moments de désespoir, ne s'est jamais arrêtée.

En dépit de tous les coups portés contre elle par l'impérialisme, la bureaucratie du Kremlin, les Etats réactionnaires arabes, l'Etat d'Israël et la propre direction de l'OLP, la révolution permanente palestinienne a trouvé à chaque fois de nouvelles ressources. L'Intifada, engagée il y a maintenant plus de cinq ans (9 décembre 1987), a marqué un changement qualitatif de cette résistance, démontrant au monde entier que ce peuple n'entend pas se laisser réduire à néant, et balayant par là-même tous les calculs.

L'Intifada, expression aiguë de la révolution palestinienne, a d'ores et déjà infligé une défaite au sionisme. L'impérialisme US ne s'y est pas trompé, qui considère dorénavant que l'Etat d'Israël n'est plus en mesure par lui-même d'assurer le rôle qui lui était assigné de gendarme de la région, de pierre angulaire de l'édifice contre-révolutionnaire au Moyen-Orient. La résistance du peuple irakien à l'agression impérialiste s'est assurément nourrie du mouvement de l'Intifada, de même qu'à leur tour les masses palestiniennes se sont appuyées sur le mouvement des peuples contre l'agression impérialiste contre l'Irak pour poursuivre et approfondir leur combat.

C'est cette situation qui a contraint l'impérialisme US, à partir de 1988, à proposer les

différents « plans de paix » et les « plans d'autonomie limitée » des territoires, c'est-à-dire la constitution de bantoustans à l'image de l'Afrique du Sud. Les négociations actuelles et la Conférence « de paix » de Madrid concentrent cette volonté de l'impérialisme de lier des secteurs significatifs des organisations palestiniennes, au premier chef, bien entendu, la direction arafatiste de l'OLP, à l'acceptation d'un Etat croupion en échange de la fin de l'Intifada.

C'est ainsi que l'OLP, à son Congrès national de septembre 1991, a poussé la capitulation, largement engagée depuis des années, jusqu'à son terme, en acceptant le cadre des « négociations » voulues par les Etats-Unis, négociations qui se situent dans le droit fil des accords de Camp David passés entre Menahem Begin et Sadate, et qui prévoient déjà l'instauration de bantoustans pour les Palestiniens, avec les miradors de l'armée d'Israël d'un côté, et ceux du roi Hussein de Jordanie de l'autre. Ce faisant, l'OLP s'engageait dans le reniement pur et simple (1) du programme qui est à la base de sa fondation, il y a vingt-cinq ans, qui revendiquait une société laïque et démocratique en Palestine, et qui appelait Palestiniens et Juifs à combattre ensemble pour un Etat où les droits du citoyen ne seraient pas conditionnés par son appartenance religieuse ou son origine raciale,

---

(1) Il est vrai que les précédents ne manquent pas, comme l'accord Hussein-Arafat du 19 février 1985, où la direction de l'OLP abandonnait toute référence, même formelle, à un « Etat indépendant ». Mais aussi et surtout, le Conseil national palestinien du 12 novembre 1988, qui reconnaît toutes les résolutions de l'ONU, dont les résolutions 181 (de 1947) et 242.



contrairement à l'Etat théocratique d'Israël.

Rappelons à ce sujet que dans l'Etat d'Israël le droit à la terre et au travail n'existe que pour ceux qui font la preuve de leur ascendance maternelle juive depuis quatre générations.

Soulignons enfin que les « négociations de paix » n'ont en rien arrêté la répression. Les statistiques les plus froides le démontrent. Il n'y a jamais eu autant de tués, de blessés, d'arrestations que depuis la venue au pouvoir du travailliste Itzhak Rabin, dont le parti est membre de la II<sup>e</sup> Internationale dite « socialiste », avec Mitterrand et Felipe Gonzalez.

Les prétendues et mal nommées « négociations de paix » ne sont rien d'autre qu'une farce sanglante jouée afin de tenter d'en finir avec l'Intifada, avec l'accord de ceux qui se présentent comme les représentants politiques des Palestiniens. Quel que soit le résultat de ces « négociations », une chose est désormais certaine : l'Intifada continue et s'élargit, rejointe par des secteurs de plus en plus larges de militants au sein même de l'OLP, qui s'opposent à la capitulation.

Trotskyistes, partisans de la IV<sup>e</sup> Internationale, nous nous engageons avec les forces qui sont les nôtres aux côtés de la classe ouvrière et des peuples du monde entier pour la libération du joug de l'exploitation et de l'oppression.

Aux côtés de nos frères de Palestine, nous luttons pour la seule solution conforme aux aspirations de l'Intifada et de tous les peuples du Moyen-Orient :

- Pour un Etat palestinien laïque et démocratique avec ses deux composantes arabe et juive.
- Pour une République palestinienne sur

tout le territoire de la Palestine, exigence incompatible avec l'existence de l'Etat d'Israël et de la monarchie féodale de Jordanie..

- Nous appelons les travailleurs et les masses laborieuses juives à s'unir à la lutte commune contre l'Etat sioniste, Etat qui organise leur propre déchéance et les conditions de leur propre misère.

- Seule une Palestine laïque et démocratique pourra garantir à tous les peuples de la région les véritables conditions de la libération nationale et sociale.

- Seule une Palestine laïque et démocratique pourra préserver les masses juives des conséquences de la décomposition inévitable de l'Etat d'Israël.

- Seule une Palestine laïque et démocratique, dans l'unité de ses deux composantes arabe et juive, pourra garantir, par l'alliance de tous les exploités et opprimés, le mouvement irréversible vers une Fédération libre de Républiques socialistes du Moyen-Orient.

**Vive l'Intifada !**

Marc Mennecier

Avril 1993

# Préface à la deuxième édition

**A**INSI, sous le haut parrainage de Bill Clinton qui, quelques jours auparavant, avait fait tirer à la mitrailleuse lourde sur la population somalienne du haut des hélicoptères des forces spéciales US, « l'accord historique » israélo-palestinien a été signé, le 13 septembre 1993.

Accord de paix, nous dit-on. Qui, hormis les fous et les fanatiques, pourrait s'opposer à la paix ? Mais s'agit-il bien d'un accord menant à la paix au Proche-Orient, d'un accord apaisant enfin un peuple spolié de sa terre depuis 1947 ?

On le verra dans ces pages, la « *déclaration de principes sur l'autonomie palestinienne à Gaza et sur la rive occidentale* » (nom officiel de l'accord), ne propose rien d'autre qu'un bantoustan qui ne dit pas son nom. Cette « autonomie transitoire » concerne 2 % du territoire historique de la Palestine. Jérusalem, capitale et symbole pour le peuple de Palestine, est exclue de l'accord. Les exilés de 1947 et de 1967 tout autant. Et d'ailleurs, où les mettrait-on, dans ce minuscule réduit surpeuplé ?

Rabin, « l'artisan de la paix », a été clair, pourtant : « *Je suis opposé à l'établissement d'un Etat palestinien entre Israël et la Jordanie* » (*Le Monde* du 13 septembre 1993).

Rabin, l'homme qui avait appelé à « *briser les os* » des révoltés de l'Intifada, qui avait rêvé tout haut de voir « *Gaza sombrer dans la Méditerranée* », ne veut rien savoir du droit

inaliénable du peuple palestinien à sa terre, toute sa terre.

Alors, pourquoi cet accord ?

Parce que depuis 1947, depuis les premiers massacres des villageois palestiniens et l'exode qui a suivi, rien n'a pu venir à bout de ce peuple. Parce que depuis décembre 1987 l'Intifada a indiqué que, forte du soutien de tous les peuples et ouvriers du monde entier, elle n'abdiquerait pas son droit à la nation palestinienne sur tout le territoire de la Palestine.

Le ministre de l'Habitat de l'Etat d'Israël, Benyamin Ben Eliezer, en a donné lui-même la raison essentielle, à Tel Aviv, le 4 septembre, à l'issue d'une manifestation en faveur de l'accord :

« *Nous n'avons rien à faire à Gaza, cet égout. Plus vite nous sortirons de ce bourbier, plus vite nos enfants connaîtront la sécurité.* »

Gaza, cœur de la résistance palestinienne, un égout !

Incapable de mettre à genoux les enfants de l'Intifada, l'Etat d'Israël, bras armé de Washington, est bien obligé d'abattre la dernière carte, celle d'Arafat, qu'on fait venir pour jouer les pompiers et faire cesser cette Révolution des pierres, en échange d'un ersatz d'autonomie. Celui-ci y parviendra-t-il ? C'est l'angoissante question que se posent tous ceux qui saluent l'accord Gaza-Jéricho, tous les gouvernements, sans exception, les partis socialistes et les partis communistes, et

jusqu'au pape, qui « *béni les artisans de l'accord* ». Ils en ont bien besoin, car au Proche-Orient, tout commence.

## **L'opération Gaza-Jéricho, ou l'art de trahir la révolution palestinienne**

Le 25 juillet dernier, Israël, sous prétexte que sept de ses soldats ont été assassinés par le Hezbollah pro-iranien au Sud-Liban, déclenche l'opération « Règlements de comptes » qui va durer sept jours et dont la puissance de feu n'a d'égale que l'opération « Paix en Galilée » de 1982.

En fait, si des dizaines de villages chiites, présumés favorables au Hezbollah, sont détruits au nord de la « zone de sécurité » qu'Israël occupe au Sud-Liban avec l'appui de la milice chrétienne de l'ALS, sans que les troupes de la FINUL s'interposent en quoi que ce soit, l'essentiel des bombardements vise les camps palestiniens de Tyr, Nabatiyé, Ainel-Heloué à Saïda et même le camp de Bad-daoui, à Tripoli, tout au nord du Liban.

La violence des bombardements est telle qu'elle entraîne aussitôt un exode massif de 700 000 personnes vers Beyrouth, abandonnant des dizaines de milliers d'habitations détruites.

Comme pendant la guerre du Liban de 1982, Israël a utilisé des bombes au phosphore, dont l'emploi est pourtant rigoureusement interdit par toutes les conventions internationales.

Le résultat de cette opération ?

La Syrie et le Liban ne sont pas intervenus, le secrétaire d'Etat américain, Warren Christo-

pher, n'a rien condamné et, dès son arrivée au Proche-Orient, a menacé : cette opération de terreur des populations civiles palestinienne et libanaise doit « *servir d'avertissement sur ce qui pourrait se passer dans la région en cas d'échec du processus de paix* ».

## **La terreur ou la capitulation**

Résumons la politique des Etats-Unis : la dixième session des négociations de paix de Washington s'était terminée début juillet, après trois ans de pourparlers, sans qu'un début de « projet de déclaration conjointe » ait été élaboré. Usons donc de la terreur pour amener les Palestiniens à plus de souplesse dans les territoires occupés. Mais, que faire de plus ?

Jérusalem est coupé du reste de la Cisjordanie, les territoires sont hermétiquement bouclés depuis le 31 mars, aggravant leur asphyxie économique. Gaza, sous couvre-feu perpétuel, voit ses enfants périr sous la mitraille. Le Liban, maillon faible sous occupation syrienne, parsemé de camps de réfugiés palestiniens, est la cible de choix.

Ainsi, Israël, en position de faiblesse, impuissant à réduire la « Révolution des pierres » invaincue depuis décembre 1987 et à se dégager de territoires où sa sécurité et ses projets de développement sont mis à mal, n'avait que deux solutions : la terreur ou la capitulation de la direction de l'OLP pour l'amener à cesser son soutien à l'Intifada.

La terreur aveugle n'ayant pas suffi, c'est la trahison qu'Israël et les Etats-Unis proposent. Ils s'y sont employés depuis des années : asphyxie financière de l'OLP, isolement de la

part des régimes arabes, offre d'un semblant d'autonomie qui sera accepté par l'OLP en 1974 et confirmé au Conseil national palestinien d'Alger de 1989.

Ce n'est donc pas un hasard si les principales exigences d'Israël à l'égard de l'OLP, exprimées par Shimon Peres, chef de la diplomatie, sont :

- la renonciation au terrorisme (sous-entendu, à l'Intifada),
- l'abandon de la charte de l'OLP, qui prône la destruction de l'Etat d'Israël et la nécessité de la lutte armée.

En contrepartie, Israël et les Etats-Unis accordent ce semblant d'autonomie à deux territoires symboliques : Gaza, où la situation des 4 000 colons israéliens devient intenable, et Jéricho, le plus faible économiquement et où les implantations de colons sont rares.

C'est l'opération « Gaza-Jéricho d'abord » que Yasser Arafat et quelques dirigeants du Fatah cherchent à faire accepter à toute la résistance.

### **Israël conserve le contrôle de la sécurité et de la défense**

Dans le protocole d'accord qui concerne un essai d'autonomie transitoire de cinq ans, Israël « *conservera la responsabilité de la défense contre les menaces extérieures, de même que la responsabilité de la sécurité globale des Israéliens* » (article VIII), gardera la haute main sur les « *modalités d'admission des personnes déplacées en 1967* » (article XII), maintiendra « *la sécurité extérieure, les colonies de peuplement, les Israéliens, les*

*affaires étrangères et autres questions mutuellement agréées* » (annexe II, 3, b), envisage même la création de « *zones commerciales franches dans la bande de Gaza* » (annexe III, 6).

### **De quelques questions sans réponse...**

Questions : quel statut à Jérusalem ? Comment se fera le partage de l'eau ? Quelles limites à la province de Jéricho ? Que deviendront les réfugiés de l'extérieur, et même de l'intérieur ? Qu'en sera-t-il des dix ou treize mille prisonniers politiques ? Quels liens entre les deux territoires distants de cent kilomètres ? Que va devenir l'OLP ? Une organisation de résistance ou un parti politique ?

Toutes questions sans réponse dans l'accord signé le 13 septembre.

Un membre du Comité central de l'OLP déclarait le 3 septembre que cet accord « *allait diviser le peuple palestinien et ouvrir la voie à la guerre civile* ».

### **Arafat signe le renoncement à la nation palestinienne**

Arafat risque de paraître bien seul, soutenu à bout de bras par les pires ennemis du peuple palestinien. Déjà, Mahmoud Darwich, le poète, et Chafik el Hout, le responsable de l'OLP au Liban, ont démissionné du Comité exécutif. Ils ont été suivis par les représentants du FDLP et du FPLP.

Quant à Farouk Kaddoumi, « ministre des Affaires étrangères » de l'OLP, dirigeant du

Fath et vieux compagnon de route d'Arafat, il a refusé de signer l'accord (1). Le Front du refus et les mouvements islamistes rejettent l'accord. Des milliers de réfugiés des camps au Liban et en Jordanie ont conspué Arafat et refusent toute négociation.

Une chose est sûre : en reniant la Charte de l'OLP et en reconnaissant les frontières d'Israël, Arafat nie même le droit du peuple palestinien à une nation.

Il n'y aura pas de paix au Proche-Orient tant que ne sera pas reconnu le droit au retour pour tous les Palestiniens, inséparable de la destruction de l'idéologie sioniste de l'Etat d'Israël.

### **Gaza-Jéricho, un embryon d'Etat indépendant ?**

L'accord Arafat-Rabin veut instiller l'illusion que l'autonomie de Gaza-Jéricho est un début prometteur vers un éventuel Etat palestinien. Nous considérons qu'il s'agit en réalité d'un mini-bantoustan, sur le modèle déjà mis en œuvre par De Klerk en Afrique du Sud, non viable économiquement, socialement et politiquement.

Qu'est-ce que Gaza ? C'est une bande de terre de 360 km<sup>2</sup> (40 km de long sur 5 à 12 km de large) ; 800 000 habitants s'y entassent, principalement dans huit camps de réfugiés ; sa densité, 2 350 habitants au km<sup>2</sup>, en fait une des plus élevées du monde (à titre de comparaison, la densité de la France est de 104 habitants au km<sup>2</sup>, celle du Japon, pour-

tant réputé surpeuplé, de 327,4 habitants au km<sup>2</sup>, celle de la Corée du Sud, 431,2 habitants au km<sup>2</sup>, un record dans le sud-est asiatique).

Et l'Etat d'Israël, d'où ont été chassés la majorité des 800 000 habitants de Gaza ? Sa densité est de... 225,7 habitants au km<sup>2</sup>. Sans commentaire.

Gaza compte 50 % de chômeurs. Ses habitants vivent dans d'épouvantables conditions d'hygiène, la distribution de l'eau pose des problèmes quotidiens et son épuration est quasi inexistante. A Gaza, les 4 000 colons juifs disposent de 80 % des ressources en eau. Ils la paient 0,3 shekel quand les Palestiniens la paient 1,75.

### **Les termes de l'accord du 9 septembre 1993**

**« Tout membre de l'OLP qui enfreindra l'accord sera châtié. »**

**L'accord de reconnaissance mutuelle OLP - Etat d'Israël précise :**

- L'OLP s'engage à renoncer à toute action terroriste ou à tout autre moyen violent contre Israël.

- Arafat appellera publiquement les habitants des territoires à interrompre les actions violentes et le terrorisme (l'Intifada — NDLR).

- Tout membre de l'OLP qui enfreindra cet accord sera châtié.

- L'OLP déclare nuls et non avenue les articles de la Charte palestinienne qui vont à l'encontre du droit d'Israël à l'existence. L'OLP reconnaît le droit d'Israël à l'existence (...).

- L'Etat hébreu reconnaît pour sa part l'OLP comme représentant des Palestiniens pour la poursuite des négociations au Proche-Orient. (...).

**(Le Parisien libéré, 10 septembre 1993.)**

(1) Depuis que ces lignes ont été écrites, Farouk Kaddoumi est revenu sur sa décision.

Quant à Jéricho, vieille « cité biblique », étouffante palmeraie au milieu d'une plaine désertique, à 200 mètres au-dessous du niveau de la mer, elle regroupe 15 000 habitants, c'est-à-dire 0,75 % de la population palestinienne de Cisjordanie (2 millions de réfugiés).

En clair, « l'autonomie » de Gaza-Jéricho concerne 2 % du territoire historique de la Palestine.

Les mauvaises fées qui se sont penchées à Washington sur cet « accord historique » veulent faire croire qu'il pourra être question de retour pour les Palestiniens chassés en 1967. Outre que l'accord stipule que c'est l'Etat d'Israël qui aura la mainmise absolue sur la question des candidats au retour (article XII de l'accord), il suffit de poser une simple question. Gaza est une enclave surpeuplée. Jéricho une oasis au milieu du désert. Où iraient les 3 millions de Palestiniens chassés de leur terre en 1947 et en 1967 ? A moins d'entasser les Palestiniens les uns sur les autres, on voit bien l'entreprise irréalisable, et

d'ailleurs, à la vérité, jamais envisagée.

Shimon Peres, un des principaux artisans de « l'accord de paix », déclarait à la chaîne de télévision américaine CNN, le 26 août dernier : « *Gaza et Jéricho seront rendus dans le cadre d'une autonomie et non de la création d'un autre Etat.* » Et d'ajouter : « *Et la sécurité restera sous la responsabilité israélienne. Il n'y aura pas de couloir entre Jéricho et Gaza et les Palestiniens ne contrôleront pas les ponts sur le Jourdain.* »

Difficile d'être plus clair. A la police palestinienne d'Arafat le soin de briser l'Intifada. A Arafat et ses hommes la tâche de faire payer les impôts (une des clauses de l'accord), de mettre au travail à vil prix les ouvriers de Gaza. A l'Etat d'Israël le déploiement de l'armée aux frontières du réduit palestinien et la protection des colons qui pourront continuer leurs implantations. Où est la paix dans tout cela ?

Marc Mennecier &  
Pedro Carrasquedo,  
septembre 1993

## NOTRE POSITION

**La seule paix juste et durable au Proche-Orient et en Palestine est celle qui satisfera les revendications de l'Intifada et des 5 millions de Palestiniens :**

◆ **Droit au retour sans condition pour tous les Palestiniens sur leur terre.**

◆ **Libération des 13 000 emprisonnés.**

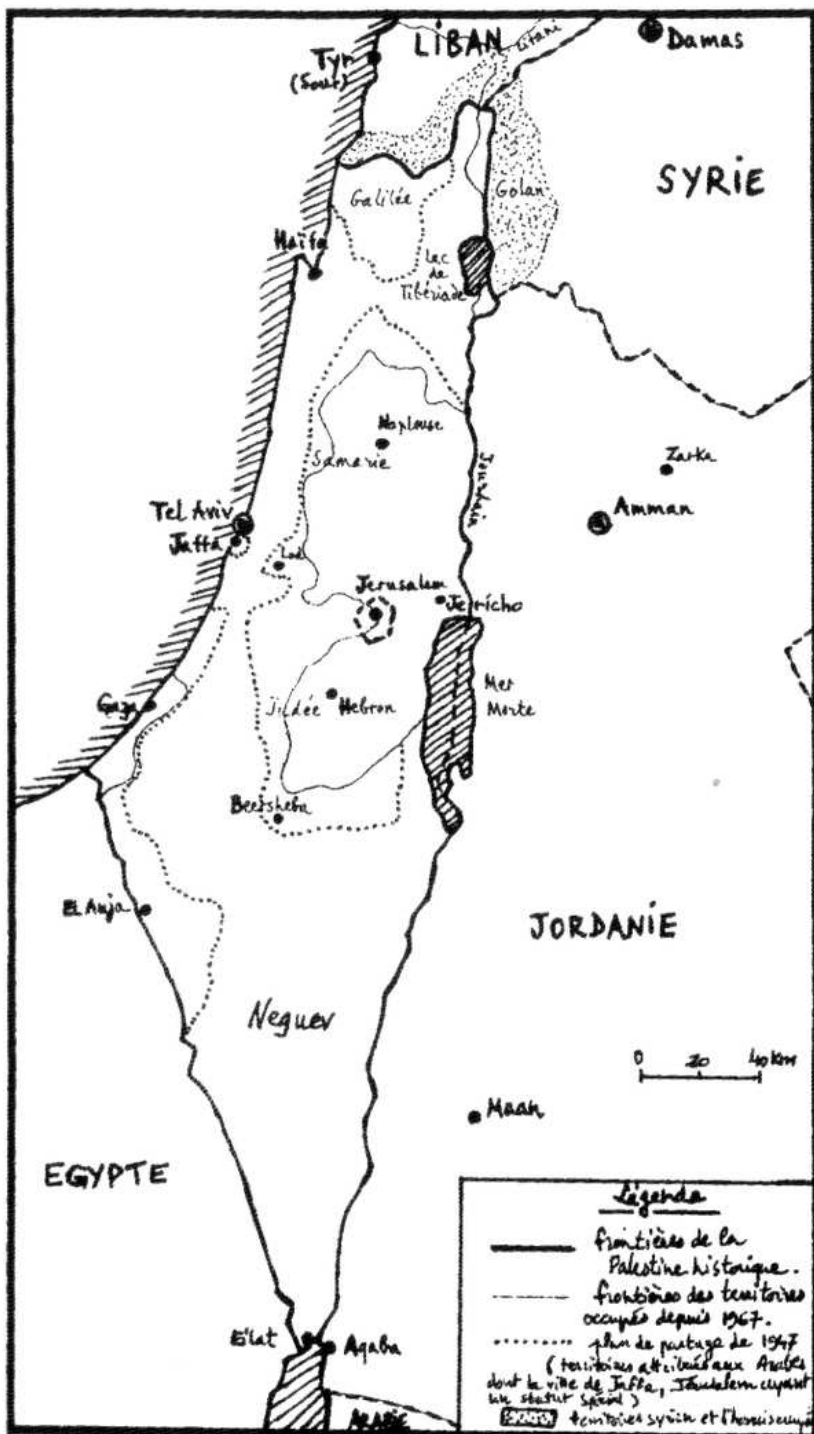
◆ **Démantèlement des colonies israéliennes.**

◆ **Non au bantoustan Gaza-Jéricho.**

◆ **Retrait des troupes d'occupation, à l'intérieur comme aux « frontières » de Gaza, Jéricho, de la Cisjordanie et de Jérusalem-Est.**

◆ **Une seule nation palestinienne sur tout le territoire historique de la Palestine (avant la partition de 1947).**

◆ **Une seule république palestinienne, laïque et démocratique, avec ses composantes juive et arabe, à égalité de droits.**



# **LA QUESTION PALESTINIENNE**

Il n'est pas possible d'évoquer le problème palestinien actuel sans faire un rappel historique de la création de l'Etat d'Israël et de ses conséquences sur les masses palestiniennes et arabes.

Tout d'abord, nous voudrions préciser qu'il n'existe certainement pas dans l'histoire récente de l'humanité une histoire aussi occultée que celle du mouvement sioniste dont se réclament les principaux partis au pouvoir en Israël (Parti travailliste et Likoud).

Nous ferons cet exposé en trois parties :

- **histoire de la fondation de l'Etat d'Israël,**
- **histoire de la résistance arabe et palestinienne,**
- **situation actuelle et perspectives.**



# Histoire de la fondation de l'Etat d'Israël

**L**ES Juifs ont vécu en Palestine de -1250 à 132. Après une période de royaumes indépendants, le règne des successeurs des rois David et Salomon se termine par la destruction du Temple, en -587, par les Assyriens et les Babyloniens.

Ensuite, ils connurent une souveraineté perse, puis grecque et romaine, qui se termina par la destruction du deuxième Temple reconstruit et leur expulsion par les Romains au début de notre ère.

Sans entrer dans les détails, rappelons les événements ultérieurs :

- **132 à 636** : domination romaine puis byzantine ;

- **636 à 1517** : conquête et domination arabe avec l'intermède des croisades aux XI<sup>e</sup> et XII<sup>e</sup> siècles ;

- **1517 à 1918** : la Palestine est une province de l'Empire ottoman, la province de Damas. Elle comprend le sud de la Syrie, le littoral de Tyr au Liban jusqu'à Gaza, la Galilée au nord, la Judée et la Samarie à l'est (Cisjordanie actuelle) et une grande partie de la Jordanie. Dès 1888, la région de Jérusalem est constituée en « sandjak », c'est-à-dire en région autonome.

## A - Historique

Il faudra attendre deux mille ans pour que la cristallisation du retour des Juifs dans la Terre promise se manifeste, après quelques tentatives sans lendemain, dans un mouvement dont Théodore Herzl, journaliste hongrois libéral (1840-1906) est considéré comme le fondateur.

Pourquoi deux mille ans ? D'une part, parce que la diaspora juive en Occident et en Orient parvient à s'insérer dans la société féodale (par le commerce, l'usure, elle a une fonction économique) et ce, malgré les humiliations, la ghettoïsation et les persécutions religieuses (expulsion des Juifs d'Espagne en 1492). D'autre part, parce que les idéaux de la Révolution française et la montée du capitalisme lui laissent entrevoir son intégration pure et simple.

Or, à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, quand apparaissent les premiers signes de décadence du capitalisme, quand les forces productives se trouvent à l'étroit dans les frontières nationales, commence à se développer en conséquence l'antisémitisme moderne. Ce sont les pogroms en Europe orientale, où des dizaines de milliers de Juifs sont massacrés en Russie

et en Pologne, c'est l'affaire Dreyfus en France qui sont à l'origine directe du mouvement sioniste.

● **En 1896** donc, Herzl, qui a été correspondant d'un journal viennois couvrant cette affaire, publie L'Etat juif. On y lit : « *Le sionisme aspire à la création en Palestine, pour le peuple juif, d'un foyer garanti par le droit public* » (c'est-à-dire demandant sa reconnaissance internationale). Y sont réaffirmés « *les droits éternels* » des Juifs en Palestine après vingt siècles d'exil. (Rappelons que le dirigeant serbe Milosevic invoque les mêmes droits sur le Kosovo, peuplé aujourd'hui à plus de 90 % d'Albanais.)

● **Dès 1897**, s'ouvre à Bâle le Premier Congrès sioniste mondial qui constitue aussitôt l'Organisation sioniste mondiale (OSM), la Banque nationale juive et un Fonds national juif, chargés d'acheter massivement des terres en Palestine.

Mais comment faire appliquer ce plan ?

La Palestine, province de l'Empire ottoman, est soumise à un système féodal séculaire. Elle est peuplée de paysans pauvres, nomades ou sédentaires, cultivant des terres appartenant au sultan ou à des notables de Damas et de Jérusalem.

Herzl s'adresse au sultan Abdul Hamid, qu'il sait hostile à l'immigration juive : « *En supposant que Sa Majesté veuille bien nous donner la Palestine, nous pourrions en retour entreprendre de régulariser les finances de la Turquie. Nous serions là-bas un poste avancé de la civilisation contre la barbarie.* » Refus du sultan.

Dans le même temps, Herzl s'adresse au kaiser Guillaume II, allié de la Turquie contre la coalition France-Angleterre, et à l'Empire

britannique lui-même, proposant à Lloyd George l'appui des sionistes pour le démantèlement de l'Empire ottoman. Les Anglais font la sourde oreille, proposant un foyer en Ouganda... accepté par le Congrès sioniste de 1903.

Néanmoins, les achats de terre en Palestine ont commencé, et au début du siècle 4 000 colons juifs s'y sont installés (amants de Sion).

● **En 1910**, ils représentent déjà 8 % de la population et sont organisés dans des kibboutz, coopératives villageoises où tout est mis en commun entre Juifs, selon le slogan des sionistes socialistes : « *Du travail juif sur une terre juive.* » C'étaient déjà les prémices de l'apartheid, alors que les paysans arabes étaient expulsés.

● **1916** : les Britanniques cherchent à s'installer au Moyen-Orient. Pour chasser les Turcs, ils promettent l'indépendance aux Arabes, chez qui germaient les premiers ferments nationalistes. Ils encouragent la « révolte arabe » de 1916, menée par l'émir Fayçal et Lawrence d'Arabie.

Mais dans le même temps, ils signent des accords secrets avec la France et la Russie — ils seront dénoncés par Lénine, suscitant l'indignation chez les Arabes — pour maintenir leur zone d'influence au Moyen-Orient : ce sont les accords Sykes-Picot de 1916 avec les mandats (zone internationale).

Quant aux sionistes, très actifs, notamment Chaïm Weizmann, futur président d'Israël, ils finissent par obtenir des Anglais ce qui leur avait été refusé par le sultan et le kaiser.

● **1917** : ce sera la **déclaration Balfour**, qui va déterminer le sort de la Palestine et le drame futur des Palestiniens

arabes. Que dit cette déclaration capitale ?

*« Le gouvernement de Sa Majesté envisage avec faveur l'établissement en Palestine d'un foyer national pour le peuple juif, et fera tout son possible pour faciliter la réalisation de cet objectif. »*

Dès la publication de cette déclaration, l'OSM, avec son président Chaïm Weizmann, crée ce qui deviendra l'Agence juive, chargée d'organiser l'immigration, et jette les bases d'une administration autonome : assemblées élues, conseil national, organisations militaires et paramilitaires (Haganah, Irgoun, groupe Stern), partis (Mapaï, Mapam...) et syndicat (Histadrout). Très vite, Ben Gourion intègre une légion juive dans l'armée britannique.

- Après les premières vagues d'immigration, favorisées par de nouveaux pogroms en Russie dans les années 1910-1915 (Kichinev), les années 1919-1923 et 1924-1927 voient arriver plus de 110 000 immigrants, surtout d'Europe centrale.

Cette immigration massive se heurte pour la première fois à la résistance arabe palestinienne, qui comprend qu'elle a été flouée par les Anglais — d'autant plus qu'en 1920, la SDN, à la suite des accords Sykes-Picot, donne mandat à la Grande Bretagne d'administrer la Palestine, la France ayant pour sa part le Liban et la Syrie.

Cette immigration et la spoliation des terres arabes sont financées par le Fonds national juif, qui accumule des fortunes en Europe et aux Etats-Unis. De plus, en 1933, Hitler arrive au pouvoir, ce qui entraîne une nouvelle grande vague d'immigration (37 000 en 1933, 45 000 en 1934, 65 000 en 1935).

- Dès lors, **de 1920 à 1947**, les émeutes

ne vont plus cesser, jusqu'à culminer dans la grande **grève générale de 1936** qui va durer six mois et qui est violemment réprimée par la puissance mandataire.

En fait, l'intégration des groupes paramilitaires sionistes (Haganah de Ben Gourion, Irgoun de Vladimir Jabotinski) aux groupes britanniques sera déterminante pour venir à bout de la grande révolte arabe de 1936-1939.

Une cinquième grande vague d'immigration, de 1932 à 1947, comptera environ 265 000 Juifs. Mais, après la révolte arabe, la Grande Bretagne, soucieuse de préserver la paix et ses intérêts, décide, au cours d'une Conférence de paix réunie à Londres en 1939, en présence de Chaïm Weizmann et des chefs d'Etat arabes, de continger l'immigration juive, au moment où le nazisme décide l'extermination des Juifs.

Les sionistes sont furieux. En 1939, Ben Gourion crée des services secrets, le Mossad. Pendant la guerre de 1940, il prend ses distances avec l'Angleterre et se rapproche des Etats-Unis.

Pendant ce temps, Menahem Begin, qui a succédé à Jabotinski à la tête de l'Irgoun, engage la lutte armée contre les Anglais. Il provoque notamment l'épisode célèbre de l'Exodus, en 1947, où plus de 4 000 immigrants rescapés de camps de transit européens sont refoulés par l'armée britannique.

- **Septembre 1946** : une nouvelle conférence à Londres remet la question de la Palestine entre les mains de l'ONU. Le président américain Truman se prononce pour le partage de la Terre sainte et une immigration juive massive.

- **1947 (29 novembre)** : l'ONU vote,

grâce aux USA et à l'URSS, le plan de partage de la Palestine en deux Etats indépendants, juif et palestinien, sans consultation des intéressés (résolution 181).

A ce moment-là, les Juifs étaient 630 000, les Palestiniens 1 300 000. Rappelons qu'en 1890 il y avait 25 000 Juifs pour 250 000 Palestiniens arabes.

Alors qu'ils n'avaient que 8 % des terres, le plan de partage leur attribue 55 % du territoire et surtout morcelle l'Etat palestinien en trois zones distinctes ; grosso modo, la Cisjordanie actuelle, la bande de Gaza et d'El Auja au sud-ouest, et une partie de la Galilée au nord-ouest, avec un statut international pour Jérusalem.

Refus arabe immédiat. C'est la **première guerre israélo-arabe** (en fait, israélo-palestinienne) de 1947-1948 et 1948-1949.

La guerre commence à Jérusalem. Ben Gourion achète des armes à la Tchécoslovaquie, qui vient de passer dans l'orbite soviétique. Il décrète la mobilisation générale. Elle aboutira, selon les plans de Menahem Begin et d'ltzhak Shamir, chefs des groupes terroristes Irgoun et Stern (Léhi), à l'exode de plus de 700 000 Palestiniens, par une politique de terreur et de massacres (Deir Yassin, 9 avril 1948), avec la destruction systématique de 385 villages palestiniens sur les 475 existants.

Pour sa part, Itzhak Rabin détruit les 59 villages des régions de Lod (Lydda, en arabe) et Ramleh (1). La défaite palestinienne consacre l'extension considérable du territoire d'Israël. Ce premier exode se dirigera vers Gaza, la Cisjordanie et Beyrouth.

Les armées arabes n'ont pas bougé, les rois Abdallah et Farouk craignant une défaite.

● **14 mai 1948** : les Anglais partent. Le

soir même, proclamation de l'Etat d'Israël par David Ben Gourion, chef sioniste socialiste du Mapai, aussitôt reconnu par les Etats-Unis, l'URSS... et l'Afrique du Sud.

● **15 mai** : les armées arabes envahissent la Palestine. Malgré la défaite de la Haganah à Jérusalem, le roi Abdallah refuse d'entrer sur le territoire d'Israël.

Après plusieurs avancées et reculs, les armées arabes sont finalement écrasées en mars 1949.

Israël a gagné 4 000 km<sup>2</sup> sur le plan de partage et Jérusalem est coupée en deux.

● **Décembre 1948** : résolution 194 de l'ONU : choix laissé aux réfugiés de rentrer dans leurs foyers ou d'être indemnisés, ce que refusera toujours Israël.

● **11 mai 1949** : admission d'Israël à l'ONU.

● **Décembre 1949** : création de l'Office des Nations Unies pour les Réfugiés Palestiniens (UNRWA). Il distribue déjà 650 000 cartes alimentaires pour les réfugiés de Gaza, Cisjordanie, Liban, Syrie et Jordanie. En 1993, plus de 2 500 000 Palestiniens bénéficieront d'aides de plus en plus mesurées.

Il reste 150 000 Arabes en Israël, sans droits, soumis aux lois militaires. Les sionistes confisquent les biens des propriétaires

---

(1) Dans ses Mémoires, Itzhak Rabin raconte l'épisode : après la conquête de Lydda, « nous marchions, Allon et moi, aux côtés de Ben Gourion. "Que devons-nous faire de la population ?" Ben Gourion agit la main en un geste qui signifiait : "Chassez-les". J'étais d'accord avec lui (...), mais la population de Lod ne quitta pas volontairement. Il n'y avait pas d'autre moyen que la force pour contraindre les habitants.»

absents, c'est-à-dire de ceux qui ont été chassés.

- **1950** : immigration des Juifs d'Afrique du Nord. Le roi Abdallah de Transjordanie annexe la Cisjordanie, réduisant ainsi la Palestine arabe au territoire de Gaza (250 000 réfugiés) administré par l'Égypte.

- **1956** : crise de Suez. Nasser a nationalisé le canal. Intervention franco-britannique aux côtés d'Israël : **deuxième guerre israélo-arabe**. Nouvelle période de massacres (Kafr Kasseh).

- **1967** : Nasser est fortement armé par l'URSS. Israël attaque préventivement : c'est la **troisième guerre israélo-arabe (guerre des six jours)**, avec une nouvelle extension considérable de territoires, par l'annexion de la Cisjordanie et de Gaza, du Sinaï, de Jérusalem-est, et occupation du Golan. Le rêve de Herzl commence à se réaliser.

- **22 novembre 1967** : résolution 242 de l'ONU : elle exige le retrait d'Israël « *des territoires occupés* » (selon la traduction française) (2) et le droit pour tous les États de la région à la souveraineté et à la sécurité. Les Palestiniens ne sont pas nommés en tant que tels. Ils sont 250 000 nouveaux réfugiés, « *partis de leur plein gré* », selon Levi Eshkol, Premier ministre.

- **1968-1973** : la population palestinienne est soumise à la loi militaire. « *Il n'y a pas de peuple palestinien, que des ennemis* », dit Golda Meir. L'implantation de colonies juives s'accélère. Développement de la spirale terrorisme-répression. Arrestations (2 000 en deux ans), tortures ; attentats terroristes. « *Septembre noir* » en Jordanie.

- **1970** : mort de Nasser.

- **1971** : assassinat de Wasfi Tall, le Pre-

mier ministre jordanien, responsable des massacres de « *Septembre noir* ». Assassinats de nombreux dirigeants de l'OLP par le Mossad.

- **1973** : **quatrième conflit israélo-arabe (guerre du Kippour)**, avec l'Égypte et la Syrie, pour la récupération de leurs territoires.

- **1978-1979** : accords de Camp David et traité de paix entre l'Égypte et Israël. Le président Sadate la paiera de sa vie en octobre 1981.

- **1978** : guerre civile au Liban. Les phalanges de Pierre Gémayel, alliées à Assad, combattent celles de l'OLP, alliées à Kamal Joublatt, chef du Parti progressiste.

- **Mars 1978** : Israël envahit le sud du Liban jusqu'au fleuve Litani, facilitant la création d'enclaves maronites extrémistes armées, qui deviennent l'ALS (armée du Liban-sud). L'ALS sépare la Galilée des bases armées palestiniennes. Le repli israélien partiel s'accompagne de l'installation de troupes de l'ONU (FINUL) entre l'ALS et les Palestiniens.

- **Juillet 1980** : Jérusalem est proclamée capitale éternelle d'Israël.

- **Décembre 1981** : annexion du Golan.

- **1982-1986** : **cinquième guerre israélo-arabe au Liban**. Après avoir évacué le Sinaï, Israël engage l'opération « *Paix en Galilée* », menée par Begin, en fait véritable guerre israélo-palestinienne pour chasser les organi-

---

(2) Le texte original, en anglais, indique : « *of occupied territories* », que l'on peut indifféremment interpréter comme : « *de [certains] territoires occupés* » ou bien : « *de [tous les] territoires occupés* ».

sations palestiniennes du Liban. Un déluge de feu s'abat sur Beyrouth le 6 juin 1982 : missiles, bombes à implosion, au phosphore, au napalm.

Le plus grand camp du Liban, Aïn Heloua, à Saïda, est écrasé sous les bombes. Plus de 10 000 morts. Toutes les bases palestiniennes sont démantelées. L'OLP et les fedayin sont évacués du 21 août au 1<sup>er</sup> septembre vers l'Afrique du Nord, le Soudan, le Yémen, toujours plus loin. Il y a une complicité de fait des gouvernements arabes avec Israël dans cet épisode.

Au lendemain du départ de l'OLP, le **15 septembre 1982, ont lieu les massacres de Sabra et Chatila** par les milices d'Elie Hobeika (actuel ministre libanais et connu comme agent de la CIA à Beyrouth) et les phalanges maronites, avec la complicité d'Israël : 3 000 hommes âgés, femmes et enfants sont sauvagement assassinés.

Ils entraînent l'apparition en Israël de manifestations et l'apparition du mouvement « La Paix maintenant ». Begin est chassé. Il est remplacé par Shamir dans un gouvernement de coalition avec Shimon Peres, du Parti travailliste.

● **1983** : l'opération « Paix en Galilée » est relayée par les milices chiites prosyriennes Amal et les milices druzes : c'est la « **guerre des camps** », directement ou indirectement engagée par la Syrie, qui transférera les principaux camps de Beyrouth vers Saïda.

● **1<sup>er</sup> octobre 1985** : l'aviation israélienne détruit le QG de l'OLP à Tunis : 60 morts.

● **Décembre 1987** : début de l'Intifada en Cisjordanie et Gaza. Ce soulèvement spontané, véritable lame de fond, prend racine :

— dans les confiscations massives de

terres palestiniennes selon les lois sur les propriétaires absents, ou par simple décision administrative pour des raisons militaires ou de sécurité ;

— dans l'extension des implantations juives (plus de 35 % des territoires sont concernés) ;

— dans la trahison des Etats arabes, qui refusent les Palestiniens chez eux et les soumettent à la répression.

La fameuse « révolution des pierres » va prendre la forme d'actions de violence limitée, de grèves générales à répétition, du refus de payer taxes et impôts, du boycott des produits israéliens (1989), de démissions de fonctionnaires palestiniens de l'administration israélienne... Israël réagit par les arrestations (internement administratif d'adolescents et d'enfants, soumis à la torture), les punitions collectives, le dynamitage des maisons « suspects », les expulsions et les bannissements, la destruction des vergers, la fermeture d'écoles et d'universités et les ripostes armées quotidiennes (politique des « os brisés » de Rabin). Etat d'urgence, couvre-feu et bouclage des territoires sont le lot quotidien.

A ce jour, plus de 1 100 morts (1 116 morts, dont 228 enfants de moins de 16 ans, au 11 septembre 1993) et plus de 90 000 blessés par balle.

● **1989** : le 16 avril, assassinat à Tunis, par le Mossad, d'Abou Jihad, numéro 2 de l'OLP, responsable de l'action dans les territoires occupés.

● Naissance d'une « direction unifiée de l'Intifada », clandestine et liée à l'OLP de l'intérieur. A cette occasion, les Arabes israéliens se « palestinisent », décrètent des grèves générales et interviennent à la Knesset.

● **Fin 1989** : apparition de Hamas (mou-

vement de résistance islamique), en concurrence avec l'OLP.

● **8 octobre 1990** : tuerie de l'Esplanade de Jérusalem (25 morts, 500 blessés) dans des conditions d'apartheid.

● **Janvier 1991** : assassinat d'Abou Iyad, un des fondateurs du Fatah.

● **30 octobre 1991** : plan de paix américain et Conférence de Madrid.

Le soulèvement, inépuisable, repart de plus belle fin 1992 avec l'expulsion de 415 Palestiniens.

## **B - L'idéologie sioniste**

Après ce survol historique de la formidable expansion israélienne en Palestine, avec son cortège de massacres, d'expulsions massives, de colonisation généralisée, il paraît permis de s'interroger sur le mouvement sioniste et ses méthodes.

1 – Notons tout d'abord que les partis au pouvoir depuis la fondation d'Israël en 1948 ont tous eu la même politique et que leurs dirigeants successifs, hormis l'intermède Sharett (3), ont tous été ce qu'on appelle des « faucons », qu'ils aient été issus du Likoud ou du Parti travailliste :

- Ben Gourion : 1948-1953 et 1956-1963 ;
- Moshe Sharett : 1953-1956 ;
- Levi Eshkol : 1963-1969 ;
- Golda Meir : 1969-1974 ;
- Itzhak Rabin : 1974-1977 ;
- Menahem Begin : 1977-1983 ;
- Itzhak Shamir (coalition avec Shimon Peres) : 1983-1992 ;
- Itzhak Rabin à nouveau en 1992.

Comment se sont distingués ces person-

nages ?

● **David Ben Gourion**, chef du Parti socialiste sioniste, fondateur de la Haganah, déclara en 1936 : « *Les frontières des aspirations sionistes sont l'affaire du peuple juif et aucun facteur externe ne pourra les limiter.* » (*Mémoires.*)

En 1938 : « *Les frontières des aspirations sionistes incluent le Liban-sud, le sud de la Syrie, la Jordanie d'aujourd'hui, toute la Cisjordanie et le Sinaï.* » « *Après être devenu une force importante grâce à la création de l'Etat, nous abolirons la partition et nous nous étendrons à toute la Palestine. L'Etat ne sera qu'une étape dans la réalisation du sionisme et sa tâche est de préparer le terrain à l'expansion. L'Etat devra préserver l'ordre — non par le prêche, mais par les mitrailleuses.* »

En mai 1948, il précisa ses orientations stratégiques à l'état-major.

Lors de sa première visite à Nazareth, en 1948, il dit : « *Pourquoi y a-t-il tant d'Arabes, pourquoi ne les avez-vous pas chassés ?* » (D'après son biographe Michaël Bar-Zohar.) En fait, ils avaient bien été chassés, puisqu'entre le 29 novembre 1947 et le 15 mai 1948 les milices avaient chassé 780 000 Palestiniens.

C'est ici qu'il faut revenir au massacre de Deir Yassin du 9 avril 1948 où 254 hommes, femmes et enfants furent tués. Sans entrer

---

(3) C'est pourtant le libéral Moshe Sharett qui disait en 1949, à propos des réfugiés : « *Les réfugiés trouveront leur place dans la diaspora. Grâce à la sélection naturelle, certains résisteront, d'autres pas (...). La majorité deviendra un rebut du genre humain et se fendra dans les couches les plus pauvres du monde arabe.* »

dans le détail de la tuerie, précisons que 25 hommes furent choisis, battus et exhibés dans les rues de Jérusalem, puis abattus de sang-froid.

Qui furent les protagonistes de ce massacre ? Menahem Begin et Itzhak Shamir, comme commandants de l'Irgoun, milice sioniste révisionniste (nous reviendrons sur le sionisme révisionniste).

Un proche de Shamir, Eldad, devait rappeler la valeur stratégique du massacre, vingt ans plus tard : « *Sans Deir Yassin, un demi-million d'Arabes seraient restés vivre dans l'Etat d'Israël. L'Etat d'Israël n'aurait pas existé.* » (Dé'ot, hiver 1968.)

Était-ce le fait seulement de l'extrême droite sioniste ? Non. Le massacre de Doueirna (100 morts) fut perpétré par l'armée officielle ouvrière sioniste (Tsayal). Il faut rappeler que devant l'ampleur des massacres et des destructions, le comte Bernadotte lui-même, émissaire de l'ONU, qui devait établir un rapport sur la situation, et était effrayé par l'ampleur des massacres, a été assassiné sur l'ordre de Begin (le 17 septembre 1948).

Les massacres se perpétuèrent durant des années (Kibya, en 1953, par Ariel Sharon, Kafr Kassem en 1956...). Ils culmineront avec l'opération « Paix en Galilée » d'invasion du Liban en 1982, dont le but officiel était de ramener la population palestinienne de 500 000 à 50 000 (Sharon).

C'est le massacre de Sabra et Chatila, de sinistre mémoire, directement organisé par Israël : le 15 septembre 1982, Haaretz, le principal quotidien d'Israël, cite le chef d'état-major, le général Razaël Eitan : « *Les quatre camps palestiniens sont encerclés et coupés du monde.* »

Parenthèse : Razaël Eitan, qui était dans le gouvernement Shamir ministre de l'Agriculture, déclarait en avril 1983 dans Yédiot Aharonoth : « *Nous déclarons ouvertement que les Arabes n'ont aucun droit à s'établir, ne serait-ce que sur un centimètre d'Eretz Israël. Vous autres, bonnes âmes et modérés, devriez savoir que les chambres à gaz d'Hitler seraient pour eux un palais de récréation... Lorsque nous aurons pacifié le pays, tout ce que les Arabes pourront faire ce sera de tourner en rond comme des cafards drogués dans une bouteille.* »

Il y eut donc des rencontres le 15 septembre entre les généraux israéliens et le commandement en chef des phalangistes (*New York Times* du 1<sup>er</sup> octobre 1982). Il y aura plus de 3 000 morts, tous à l'arme blanche.

En 1987, quand, avec l'intifada, Israël se voit pris au piège de sa politique de terreur, on retrouvera les mêmes appels au meurtre. Rabin : « *Nos soldats peuvent tirer pour abattre les dirigeants de ce désordre* », pour justifier l'armée qui utilise des 22 long rifle de grande puissance (*San Francisco Examiner* du 23 décembre 1987). « *Si les troupes leur brisent les mains, ils ne pourront pas lancer de pierres* » (*New York Times* du 21 janvier 1988).

Rabin invitait expressément les soldats à « *briser les os* » des enfants jeteurs de pierres ; ce qui fut fait.

2 – On conçoit que cette politique brutale utilisant des méthodes fascistes, constante depuis plus de soixante ans, apparaisse comme contradictoire avec l'évocation permanente du martyr du peuple juif, ayant cul-



miné dans l'holocauste de 6 millions des leurs.

En fait, l'idéologie sioniste, petite-bourgeoise et réactionnaire dès le départ, repose sur plusieurs notions fondamentales :

**1°) Une colonisation de peuplement.** Contrairement aux autres mouvements colonialistes, le sionisme avait pour objectif non pas d'exploiter le peuple palestinien, mais de le chasser et de lui substituer une force de travail entièrement composée de colons juifs. C'est ce qu'exposait un théoricien du mouvement sioniste ouvrier, Aaron Gordon, qui voulait que « *chaque arbre et chaque buisson soient plantés par un pionnier juif* ».

Pour faire passer cet objectif, les premiers sionistes utilisèrent le mythe : « **Une terre sans peuple pour un peuple sans terre.** » Cela permettait de nier l'identité du peuple palestinien et son existence comme nation. « *Le travail juif sur des terres juives* », disaient les premiers colons des kibboutz. Pourtant, la Palestine où arrivèrent les premiers colons était constituée d'un millier de villages (dont certains très anciens, comme Jéricho et Bethléem, furent parmi les premières colonies de peuplement du monde, il y a 7 000 ans, au moment de la grande révolution agricole), de vergers, d'oliviers ; les céréales s'exportaient dans le monde entier (on peut se référer à nos écrivains voyageurs que furent Lamartine, Nerval, Flaubert). Il y avait 20 000 Juifs sur cette terre, parfaitement intégrés et acceptés. L'antisémitisme n'a jamais existé chez les Arabes.

« *Le premier but est la création d'une majorité juive en Palestine, à l'est et à l'ouest du Jourdain, pour créer une nouvelle civilisation*

*hébraïque (...). Le but final est d'aboutir à une véritable "colonisation de peuplement".* » (Jabotinski.)

Conscient des réelles difficultés, Vladimir Jabotinski, fondateur du « sionisme révisionniste » (et de l'Irgoun) dont se réclament Begin et Shamir (cf. supra), écrivait en 1923 dans *Le Mur d'acier* : « *Il ne peut être question d'une réconciliation volontaire entre nous et les Arabes. (...) Il ne peut y avoir accord volontaire avec les Arabes pour la transformation de la Palestine en pays à majorité juive (...). Les Arabes palestiniens ont exactement la même psychologie que nous. Ils considéraient la Palestine avec le même amour instinctif et la ferveur avec laquelle tout Aztèque considérait Mexico ou tout Sioux sa prairie. Tout peuple combattra les colonisateurs jusqu'à ce que la dernière étincelle d'espoir (...) soit éteinte (...). Nous ne pouvons offrir aucune compensation contre la Palestine, ni aux Palestiniens, ni aux Arabes. Toute colonisation, même la plus réduite, doit se poursuivre au mépris de la population indigène. Et donc, elle ne peut se poursuivre et se développer qu'à l'abri du bouclier de la force, ce qui veut dire un Mur d'acier que la population locale ne pourra jamais briser. Telle est notre politique arabe (...). Au reproche habituel selon lequel ce point de vue est immoral, je réponds : "absolument pas". C'est là notre morale. Aussi longtemps qu'il y aura la moindre étincelle d'espoir pour les Arabes, ils ne l'abandonneront pas, parce qu'il ne s'agit pas d'une tourbe mais d'un peuple, d'un peuple vivant.* »

**2°)** Jabotinski se réclamait aussi de la pureté du sang. « *Il est impossible à un*

homme de s'assimiler à un peuple dont le sang est différent du sien. Nous n'autorisons pas des choses du genre des mariages mixtes parce que la préservation de notre intégrité nationale est impossible autrement que par le maintien de la pureté de la race. » Begin, son émule, qualifie les Palestiniens « d'animaux à deux jambes ».

**3°) Une stratégie expansionniste** est constamment réaffirmée et appliquée. Le retour à la Terre promise, exprimé par Herzl, s'inspire de l'Ancien Testament : « *Tout lieu que touchera la plante de vos pieds, je vous le donne, comme je l'ai déclaré à Moïse. Depuis le désert et le Liban, jusqu'au grand fleuve, l'Euphrate, et jusqu'à la Grande mer, vers le soleil couchant, tel sera notre territoire.* » (Josué I : 3,4). Herzl : « *La zone de l'Etat sioniste s'étendra du Nil à l'Euphrate.* » (Camets, 1904.) En juillet 1947, Rabbi Fischmann, représentant officiel de l'Agence juive, déclare devant l'ONU : « *La Terre promise s'étend du Nil à l'Euphrate. Elle inclut une partie de la Syrie et du Liban.* »

C'est la position des partis religieux, qui détiennent 16 sièges à la Knesset... Elle est également confirmée dans un document de l'OSM en 1982 : « *Israël, une stratégie pour les années 1980* », d'Oded Yinon.

**4°) Enfin**, il est un mythe capital qui revient sans cesse en Occident à travers les médias et toute la classe politique pour justifier la politique d'Israël, c'est celle du sionisme légataire moral des victimes de l'holocauste. Pas de mythe plus insidieux ! Car l'ironie tragique de l'histoire, c'est que le mouvement sioniste a collaboré avec le nazisme dès ses débuts.

Au fond, ce n'est pas si surprenant, avec ce

qui a été évoqué jusqu'ici de chauvinisme, de racisme et de méthodes totalitaires. Mais précisons.

Rappelons-nous, sous le mandat britannique, entre 1932 et 1947, seulement 265 000 Juifs ont émigré, à l'époque de l'apogée du nazisme. Comment les organisations juives, la puissance mandataire, les Etats-Unis, n'ont-ils pas pu mieux organiser l'immigration quand des millions de Juifs étaient voués à la mort ? Il y a à cela des raisons éminemment politiques :

**a)** En tant que mouvement colonisateur et ultra-nationaliste, le mouvement sioniste était par nature contre-révolutionnaire. Ainsi, soucieux de se ménager l'appui des grandes puissances, outre celles que nous avons évoquées, Théodore Herzl s'adressa à l'organisateur des pogroms, le comte Von Plehve, ministre de l'Intérieur du tsar : « *Aidez-moi à atteindre cette terre et plus vite la révolte cessera.* » Von Plehve donna son accord et finança le mouvement sioniste. Plus tard, il se plaignit à Herzl : « *Les Juifs ont rejoint les partis révolutionnaires. Nous avons de la sympathie pour votre mouvement à partir du moment où il travaillait pour l'émigration...* » Herzl et Weizmann offrirent de garantir les intérêts tsaristes en débarrassant l'Europe orientale de « *ces Juifs anarcho-bolchéviks nocifs et subversifs* ».

Car voilà le hic, sur les 2 à 3 millions de Juifs qui quittèrent l'Europe orientale entre 1886 et 1914, seuls 70 000 gagnèrent la Palestine : la Terre promise ne les intéressait pas.

**b)** Cette stratégie de collaboration avec les antisémites et les pires ennemis des Juifs en Europe n'a pas exclu les nazis. Voici quelques

faits :

- L'OSM d'Allemagne envoya un mémorandum de soutien au parti nazi le 21 juin 1933.

- Ben Gourion, à un rassemblement de sionistes ouvriers en 1938 : « Si je savais possible de sauver tous les enfants actuellement en Allemagne en les faisant venir en Angleterre et seulement la moitié d'entre eux en les transportant en Eretz Israël, eh bien ! j'opterais pour la seconde solution. »

- Le 11 janvier 1941, Itzhak Shamir proposa un pacte militaire entre l'Irgoun et le Troisième Reich nazi. Cette proposition est connue sous le nom de texte d'Ankara et fut révélée après la guerre. Ce texte précise :

« L'ONM (Organisation nationale militaire), qui est parfaitement au courant des bonnes dispositions du gouvernement du Reich allemand et de ses dirigeants envers l'activité sioniste en Allemagne et envers les plans d'émigration, considère que :

1) des intérêts communs pourraient exister entre l'établissement d'un ordre nouveau en Europe en accord avec la conception allemande et les véritables aspirations nationales du peuple juif, telles qu'elles sont incarnées par l'ONM.

2) La coopération entre l'Allemagne nouvelle et le renouveau de l'hébraïsme national serait possible.

3) L'établissement d'un Etat juif historique sur une base nationale et totalitaire, lié par traité au Reich allemand, serait dans l'intérêt du maintien et du renforcement d'une position de force allemande future au Moyen-Orient. »

- Au Congrès sioniste de 1937, Chaïm Weizmann, président de l'OSM et premier président d'Israël, qui organisa la déclaration

Balfour, fut sans équivoque :

« Les espoirs de 6 millions de Juifs européens sont concentrés sur l'immigration. On m'a demandé : pouvez-vous faire venir 6 millions de Juifs en Palestine ? J'ai répondu : non. Des profondeurs de la tragédie, je veux sauver les jeunes gens. Les vieux disparaîtront. Ils feront face à leur destin. Ils ne sont que poussière, une poussière économique et morale dans un monde cruel... Seule la branche des jeunes survivra. Il faut qu'ils l'acceptent. »

- Pendant la guerre, un pacte secret entre Rudolf Kastner, représentant de l'Agence juive en Hongrie, et Adolf Eichmann lui-même a entraîné le sacrifice de quelque 800 000 Juifs hongrois.

Ces quelques éléments suffisent à démontrer la compromission des Juifs sionistes dans l'holocauste, ne serait-ce que par la sélection d'individus serviles pour la colonisation de la Palestine.

## **C – Institutions de l'Etat d'Israël**

Peu après la déclaration Balfour, l'Angleterre reconnaît l'Agence juive et l'OSM et permet à l'immigration juive de s'organiser. La société juive (le Yichouv) est très unie et s'oppose aussitôt à la puissance mandataire et à la population arabe.

En 1939, représentant près de 30 % de la population de la Palestine, elle a une organisation politique, administrative, économique, militaire (Haganah, Irgoun) et religieuse (Grand rabbinat).

Mais c'est à Ben Gourion que l'on doit le

premier texte institutionnel, la déclaration d'indépendance du 14 mai 1948. Elle est constituée de trois parties :

- rappel du lien historique du peuple juif avec la Terre d'Israël, faisant référence à un « droit naturel et historique » ;

- proclamation de la création d'un Etat juif ;

- affirmation des principes de liberté et d'égalité pour tous, sans distinction de race, langue ou religion.

Ces principes directeurs doivent être confirmés par l'adoption d'une Constitution par l'Assemblée constituante élue.

Mais voilà, le débat constitutionnel n'a jamais été tranché, à cause de l'hostilité farouche des partis religieux (Agoudat Israël et autres) pour qui seule la loi de Dieu est la loi suprême et sans lesquels aucune coalition gouvernementale n'a jamais été possible en Israël. Ainsi — nous sommes en 1993 — Israël reste l'un des rares pays à ne pas avoir de constitution.

Il faut préciser que sans être de jure un Etat théocratique, la place de la religion est très grande en Israël. Les partis religieux et le rabbinat interviennent quasi souverainement dans la vie civile (seul le mariage religieux est possible, pas de mixité conjugale, pas de divorce, prescriptions alimentaires les jours de sabbat...).

Soulignons que dans la conception même de l'Etat juif, l'accent est mis essentiellement sur les valeurs religieuses. En fait, le système politique repose sur neuf lois fondamentales garanties par la Cour suprême, dont l'indépendance par rapport à l'exécutif apparaît très formelle.

Qu'en est-il des principes d'égalité stipulés dans la déclaration d'indépendance ?

- Si l'on prend Israël dans ses limites de 1967, il y a un peu plus de 4 millions d'habitants, dont 400 000 Arabes (chrétiens et musulmans) et 50 000 Druzes, le reste étant formé de Juifs : 30 % de Juifs occidentaux (Ashkénazes) et 70 % de Juifs orientaux (Sépharades). Ces derniers n'occupent que 6 sièges à la Knesset et n'ont, par exemple, que 3 % de diplômés. Leur niveau socio-économique est faible et ils constituent l'essentiel du prolétariat juif.

Quant aux Arabes israéliens, citoyens de troisième zone, ils ne sont pas soumis aux obligations militaires. Et comme il faut avoir rempli son service militaire pour être boursier d'Etat, ils n'ont pas accès à l'université. Aussi, leur intégration est-elle un leurre, surtout aujourd'hui qu'ils se « palestinisent », comme les en accusent les Israéliens.

- Les territoires occupés, eux, sont soumis à la législation de défense d'urgence qui date de 1945, donc héritée du colonialisme britannique.

Cette législation permet au commandement militaire :

- d'emprisonner indéfiniment ;

- d'interdire le droit de circulation ;

- d'assigner à résidence ;

- d'interdire la jouissance du droit de propriété ;

- d'ordonner la démolition des habitations ;

- de transformer toute zone en zone de sécurité (villages, fermes, camps de réfugiés...);

- d'imposer la censure, perquisitionner sans contrainte ;

- d'interdire tout rassemblement ou l'affiliation à une organisation politique.

Les arrêtés annexés à cette législation soumettent même à autorisation :

— la plantation de tomates ou d'aubergines ;

— la construction ou réparation d'une maison, ou simplement son passage à la chaux...

Il y a même interdiction de creuser un puits pour l'irrigation ou la consommation courante. (Pensons qu'à Gaza, enclave de 360 km<sup>2</sup> où vivent 800 000 Palestiniens pour 2 500 colons israéliens, région de la plus forte densité humaine au monde, où l'armée a exproprié 35 % des terres, un colon a droit à 27 000 m<sup>3</sup> d'eau par an pour 200 m<sup>3</sup> à chaque Palestinien.)

Cette situation insupportable a abouti à l'arrestation de plus de 500 000 Palestiniens depuis 1967, soumis dans des prisons surpeuplées à la torture institutionnalisée. D'après l'Organisation des droits de l'Homme israélienne, Betselem, 25 000 prisonniers palestiniens sont torturés chaque année.

Pour conclure, citons un ancien ministre de la Justice d'Israël, Yacov Shapira : « *Le régime instauré en Palestine par la législation de défense d'urgence est unique dans les nations civilisées. Même l'Allemagne nazie ne connaissait pas de telles lois : les crimes nazis à Maidanek et ailleurs étaient contraires aux lois en vigueur. Ce n'est que dans un pays occupé que l'on trouve un système similaire au nôtre.* »

## **D – Partis politiques**

### **La gauche sioniste**

• **Parti travailliste**, constitué en 1968 par la réunion de trois partis (Mapai, Rafi,

Achdout Haadova).

— **Mapai** : parti social-démocrate, fondé en 1930. Programme : rassemblement des Juifs dispersés, réalisation progressive d'une société socialiste et de la paix au Moyen-Orient.

— **Rafi** : scission du Mapai en 1965 par Ben Gourion, Shimon Peres et Moshe Dayan.

Le Parti travailliste lutte pour « *le rassemblement du peuple juif dans sa patrie nationale et la réalisation des aspirations sociales, pionnières et nationales d'Israël, dans l'esprit de l'héritage du judaïsme, des idéaux du sionisme socialiste et des valeurs du mouvement travailliste* ».

Il cherche un compromis territorial, non pas avec les Palestiniens, mais avec les Etats constitués, notamment la Jordanie. Il refuse de parler à l'OLP. Ses chefs de file : Itzhak Rabin et Shimon Peres. Il a constitué un gouvernement de coalition avec Itzhak Shamir de 1983 à 1992. Il est adhérent de l'Internationale socialiste avec Mitterrand, Gonzalez et Abdou Diouf.

• **Meretz**, issu de la fusion avant les élections de 1992 de trois partis :

— **Mapam** : parti unifié des travailleurs, fondé en 1948. Il est l'héritier du sionisme socialiste (Bund) et représente le mouvement des kibboutz. Son programme : le rassemblement du peuple juif, la réalisation du sionisme, la solidarité prolétarienne entre Juifs et Arabes, le développement de l'esprit pionnier et la paix au Moyen-Orient.

— **Ratz**, ou liste des partisans des droits civiques : prône la laïcité et le dialogue israélo-palestinien. Il est à l'origine de l'Organisation des droits de l'Homme Betselem (cf. supra).

— **Shinouï**, petite formation qualifiée d'extrême gauche.

Le Meretz est un appendice du Parti travailliste et a voté l'expulsion des 415.

### La gauche non sioniste

● **Matzpen** : groupe qui se revendique du marxisme-léninisme, fondé en 1962, regroupant Juifs et Arabes. Son programme : la « désionisation » d'Israël, la critique du nationalisme. Aucun rôle dans la vie politique. Ses partisans sont souvent inquiétés.

● **Rakah (PC)** : parti très stalinien, implanté chez les Arabes d'Israël. Il a toujours milité pour un Etat palestinien dès le plan de partage, suivant en cela la ligne de Staline et de Gromyko.

● **Liste progressiste pour la paix** (Général Peled et Mohammed Miari, 1982).

● **Mouvement « La Paix maintenant »** : né à la suite des massacres de Sabra et Chatila, il prône la paix avec l'OLP.

● **Shelli** (Uri Avneri).

Ces quatre partis revendiquent les mêmes droits pour les Arabes et les Juifs en Israël, mais refusent la « palestinisation » de ces Arabes.

### Droite et extrême droite

● **Likoud** : coalition du Parti libéral (représentant la droite bourgeoise classique) et du Herout, parti fondé en 1948 par les membres de l'Irgoun, Menahem Begin en tête, héritier du sionisme révisionniste de Jabotinski. Partisans d'Eretz Israël, ils n'acceptent aucun compromis territorial, à la rigueur une autono-

mie limitée (4). Il comprend aujourd'hui deux courants :

- un courant « modéré », celui de Shamir,
- un courant « dur », celui de Sharon, qui ne reconnaît aucun droit aux Palestiniens.

● **Extrême droite** : plusieurs partis, très actifs, dont Tsomet et Modelet (11 sièges à la Knesset), et le « Bloc de la foi » du rabbin Kahane.

Ils sont pour le transfert des populations arabes au-delà du Jourdain.

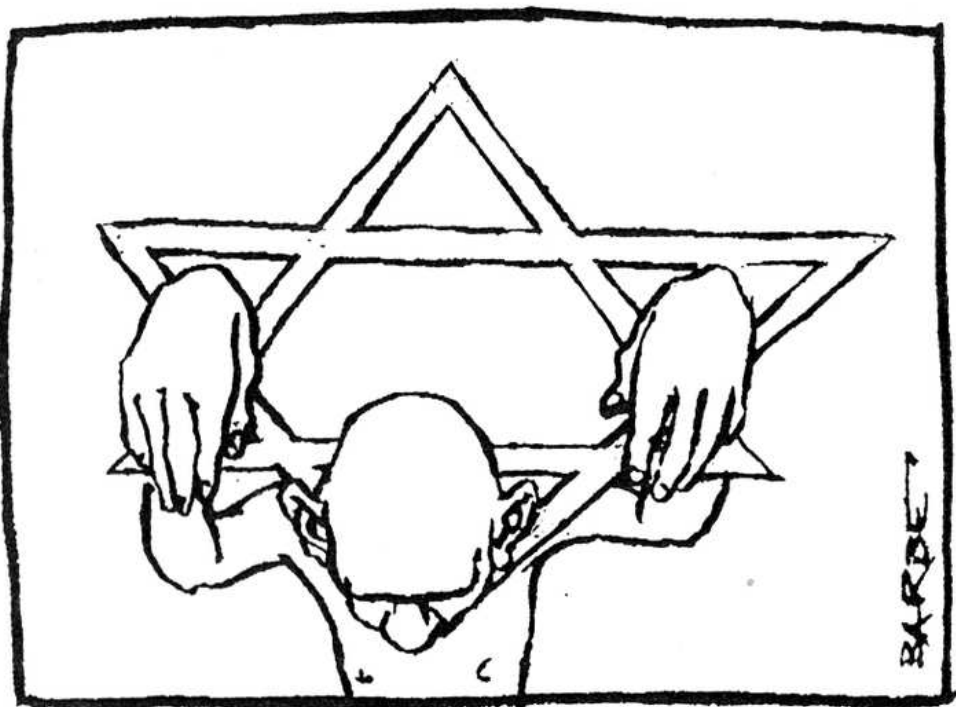
### Les partis religieux

Seize députés, proches de l'extrême droite. Pour eux, la vie civile doit fonctionner sur les valeurs religieuses. Très influents (Agoudat, Hatora, Mafdal), ils sont même hostiles aux Sépharades. Seul le parti Shas, plus modéré (6 sièges), fait partie de la coalition gouvernementale et a permis, par son abstention, la ratification des accords de Washington.

Enfin, plusieurs groupes extrémistes religieux se battent pour la reconstruction du troisième Temple à la place des mosquées d'Omar et El Aksa à Jérusalem. Cela fait penser à la destruction récente en Inde de la mosquée d'Ayodhya par les fanatiques hindouistes pour reconstruire le temple de Rama.

---

(4) On voit aujourd'hui, après la signature des accords d'« autonomie », que le Likoud et le Parti travailliste sont d'accord sur l'essentiel.



## 2

# Histoire de la résistance arabe et palestinienne

L'HISTOIRE de cette résistance est celle de la prise de conscience progressive d'un sentiment national, évidemment exacerbé par l'occupation israélienne de la Palestine et l'expulsion massive de ses habitants.

### A – Soulèvements

• **Avant 1914**, dès les premières vagues d'immigration juive, apparaissent les premiers signes d'une conscience nationale arabe où les Palestiniens tiennent une grande place. Celle-ci est d'abord favorisée par la déposition du sultan Abdul Hamid par la révolution des Jeunes Turcs, mouvement ultra-nationaliste qui inspire aux Arabes l'idée d'autonomie et même d'indépendance.

Il y a à cette époque des tentatives de rapprochement entre le nationalisme arabe et le nationalisme juif, qui échouent (cf. le Premier Congrès arabe à Paris, en 1913), et même plus tard, après la déclaration Balfour (contacts entre le roi du Hedjaz et les sionistes).

En fait, la conscience nationaliste arabe va s'opposer successivement aux Ottomans, aux Anglais et aux colons juifs qui déposent

progressivement les Palestiniens de leurs terres.

• **1915-1916** : la Grande Bretagne promet l'indépendance aux Arabes, moyennant leur engagement contre les Turcs. Mais la déclaration Balfour de 1917 est ressentie par les Arabes comme une trahison.

• **1920** : alors que la SDN confie aux Britanniques le mandat d'administrer la Palestine et que l'Agence juive est officiellement reconnue par les Anglais pour hâter l'établissement du « foyer national juif », éclatent les premières grandes émeutes antisionistes, avec soulèvements violents à Jaffa, Tibériade, Naplouse, Hébron... Ce sont des émeutes politiques, nullement racistes, contre la dépossession de leurs terres.

• **1920-1929** : vagues massives d'immigration (110 000 immigrants).

• **1936-1939** : la révolte culmine dans la grande grève de six mois, encouragée par l'Association des femmes palestiniennes, et, de 1936 à 1939, dans des actions armées très violemment réprimées par l'armée britannique : plus de 5 000 morts, 5 000 emprisonnements, 2 500 déportations et 148 pendaisons.



Pendant la grève de 1936, le refus de payer l'impôt amène l'instauration de la loi martiale et la quasi-destruction de la ville de Jaffa, le 18 juin 1936, laissant 6 000 sans-abri. La grève est arrêtée à l'appel des chefs d'Etat arabes. Devant la résistance et les difficultés, les Britanniques intègrent en 1937-1938 les milices sionistes (Haganah, Irgoun), soit environ 14 500 hommes, à leurs propres services secrets.

Pour déterminer les causes de la grève de 1936, ils font appel à la constitution d'une commission royale d'enquête, la Commission Peel. Celle-ci établit les raisons principales suivantes :

— le désir des Palestiniens d'obtenir leur indépendance nationale,

— leur crainte de voir s'établir une colonie sioniste sur leur sol.

Mais aussi :

— l'augmentation de l'immigration juive depuis 1933,

— la capacité des sionistes de dominer l'opinion publique en Grande Bretagne, du fait du soutien tacite du gouvernement,

— le manque de confiance des Arabes dans les bonnes intentions anglaises,

— la crainte des Palestiniens devant les incessants achats de terres auprès des propriétaires féodaux absentéistes...

Pour « résoudre les problèmes », la Commission Peel préconise déjà la constitution de deux Etats en Palestine.

En 1939 les Palestiniens sont défaits grâce à la trahison des féodaux et de la bourgeoisie arabe naissante, en collusion avec le pouvoir colonial.

● **1943** : un tiers des terres cultivées sont

aux mains des sionistes.

● **1947** : plan de partage de l'ONU. 55 % du territoire aux Juifs.

● **1947-1948** : les Palestiniens sont sous commandement syrien. La première guerre commence aussitôt. Elle entraîne une nouvelle défaite, avec un exode massif : plus de 800 000 réfugiés pris en charge par un organisme de l'ONU, l'UNRWA, dont le rôle, d'insertion des Palestiniens dans les pays arabes est encouragé par l'Etat sioniste dans l'espoir de voir fondre la notion d'identité nationale du peuple palestinien.

Rappelons que la création de l'Etat d'Israël voit l'extension de son territoire considérablement augmentée, beaucoup plus que ne le prévoyait le plan de partage. De plus, le royaume hachémite annexe la Cisjordanie. Seul reste aux Palestiniens le territoire de Gaza, sous autorité égyptienne.

Aussi, les années 1950 voient-elles émerger les deux grandes organisations de résistance palestinienne, en liaison avec des partis politiques nouveaux dans les pays arabes, partis essentiellement nationalistes, que sont le MNA (1951), le parti Baath et les Nassériens : ce sont le Fath (ou Mouvement de libération de la Palestine) de Yasser Arafat et le FPLP de Georges Habache, issu du MNA.

● **1960** : création de l'ALP (Armée de libération de la Palestine) par le général Kassem pour contrer l'influence de Nasser.

● **1964** : création de l'OLP, suscitée par les Etats de la Ligue arabe pour domestiquer le Fath et le FPLP, financée par ces Etats et de fait sous le contrôle de Nasser.

Mise en place du Conseil national palestinien (CNP) et publication de la **Charte de l'OLP**, remaniée en 1968 (en 1964, il n'y avait aucune référence à une souveraineté du peuple palestinien, ni même à aucune souveraineté de l'OLP sur la Cisjordanie et Gaza). Elle stipule notamment :

**Art. I :** Le peuple palestinien « *fait partie intégrante de la nation arabe* ».

**Art. II :** La Palestine, dans les limites frontières du mandat britannique, constitue une unité territoriale indivisible.

**Art. III :** Le peuple arabe détient un droit légal sur sa patrie et déterminera son destin, après avoir libéré son pays, selon son propre gré et par sa propre volonté.

**Art. V :** Les Palestiniens sont les citoyens arabes qui habitaient la Palestine jusqu'en 1947.

**Art. VI :** Le peuple palestinien n'admet que la présence des Juifs « *qui résidaient de façon permanente en Palestine avant le début de l'invasion sioniste* », soit en 1881, a pré-cisé Arafat en 1974.

**Art. IX :** La lutte armée est la seule voie permettant la libération de la Palestine. Le peuple arabe de Palestine affirme son droit à l'autodétermination et à la souveraineté sur son pays.

**Art. XIX :** Le partage de la Palestine en 1947 et la création de l'Etat d'Israël sont nuls et non avenue.

**Art. XX :** Le judaïsme étant une religion révélée, il ne saurait constituer une nationalité avec une existence indépendante. De même, les Juifs ne forment pas un seul et même peuple.

La charte ne contient aucune allusion à la forme de l'Etat à instaurer.

● **1967 :** guerre des six jours. 200 000 nouveaux exilés. La défaite de Nasser offre au Fath et au FPLP l'occasion de conquérir l'OLP. Ainsi se constitue une résistance palestinienne relativement autonome après trente ans de dépendance.

● **Novembre 1967 :** l'OLP refuse la résolution 242 de l'ONU. La résistance prend le relais du nationalisme arabe.

● **A partir de 1968 :** luttes et compromis se succèdent entre le Fath et le FPLP et aussi avec la tendance héritée de l'OLP de 1964, très dépendante des Etats arabes (Saïka, ALP).

● **1969 :** Arafat devient président de l'OLP.

● **1970 :** le FPLP, de plus en plus puissant en Jordanie, est intégré pour la première fois au CNP du Caire (en juin), sur la base d'un document prônant la révolution sociale armée impliquant la lutte contre les régimes arabes réactionnaires.

Avions de ligne détournés et prises d'otages à Zarka dans le nord de la Jordanie, hésitations à renverser la monarchie hachémite, amènent le roi Hussein et sa garde bédouine formée par Glubb Pacha à réprimer très violemment la résistance : 7 000 à 10 000 morts au cours de ce « **septembre noir** » et expulsions massives jusqu'en juillet 1971 (50 000) vers le Liban et Damas.

● **1973 :** à la suite de la nouvelle défaite arabe de la guerre du kippour, un tournant s'effectue dans les positions de la résistance, amorcé par le FDLP (Hawatmeh) qui admet pour la première fois l'existence d'un Etat palestinien aux côtés d'Israël comme une

solution transitoire. Refus de la Conférence de Genève et de la résolution 242.

- **1974** : cette modération conduit l'ONU et la Ligue arabe à reconnaître l'OLP comme représentant de la Palestine et à recevoir Arafat. Elle entraîne une scission sans précédent, avec la constitution d'un Front du refus (FPLP, FPLP-CG, Fath-Conseil révolutionnaire d'Abou Nidal).

- **1978-1985** : guerre israélo-palestinienne au Liban, massacres de Sabra et Chatila, guerre des camps, nouveaux exodes, sud du Liban occupé.

- **1979** : accords de Camp David. Paix entre Israël et l'Égypte. Les Américains s'imposent directement au Moyen-Orient après la chute du Chah d'Iran.

- **1982** : **plan de Fès** (plan Fahd), qui établit un consensus des Etats membres de la Ligue arabe pour **reconnaître l'Etat d'Israël** avec les points suivants :

- retrait des territoires occupés,
- démantèlement des colonies de peuplement,
- garantie de liberté de culte dans les lieux saints à Jérusalem,
- réaffirmation du droit à l'autodétermination du peuple palestinien sous la conduite de l'OLP,
- Cisjordanie et Gaza sous la tutelle de l'ONU pour une période transitoire,
- création d'un Etat palestinien indépendant, avec Jérusalem pour capitale,
- demande de garantie de paix au Conseil de sécurité de l'ONU.

- **1985** : projet de confédération jordano-

palestinienne par Arafat, poussé par les Etats de la Ligue arabe.

- **1985-1988** : la « **guerre des camps** », avec un nouveau calvaire des masses palestiniennes, organisée conjointement par des milices à la solde d'Israël et de la Syrie, aboutit à une nouvelle extension des camps de réfugiés. Aucun Etat arabe n'accepte désormais l'OLP en armes.

- **1986** : c'est dans ce cadre qu'Arafat accepte la résolution 242 de l'ONU et la participation à la conférence de paix de Genève.

- **Décembre 1987** : mais dans le même temps, à la suite de la guerre du kippour, l'implantation massive de colonies juives dans les territoires occupés, la trahison des Etats arabes et ce qu'il faut bien appeler la capitulation de l'OLP amènent la jeunesse des territoires à se soulever en bloc contre Israël : c'est la fameuse **Révolution des pierres**, **l'Intifada**, largement spontanée, qui dès janvier 1989 se dote d'une « direction unifiée » liée à l'OLP de l'intérieur.

- **1988** : à la suite du déclenchement de l'Intifada, le 31 juillet, le roi Hussein renonce solennellement à tous ses droits sur la Cisjordanie, **amenant le Conseil national palestinien d'Alger du 12 novembre à reconnaître toutes les résolutions de l'ONU** :

- résolution 181 (plan de partage de l'ONU de 1947) ;

- résolution 242 (retrait des territoires occupés en 1967, sans mention même de peuple palestinien, assimilé à un problème de réfugiés, et reconnaissance implicite d'Israël) ;

- résolution 338 (de 1973) qui en est le prolongement.

En corollaire, l'OLP, dominée par les arabistes, proclame la Cisjordanie et Gaza « *Etat indépendant de Palestine* », avec un gouvernement en exil. Aussitôt, l'OLP est reconnue par les Etats-Unis.

- **1989** : Arafat déclare caduque la charte de l'OLP.

- **1990-1991** : guerre du Golfe. L'OLP se range du côté de Saddam Hussein. Cela aboutira à l'expulsion des Palestiniens du Koweït et d'Arabie.

- **Octobre-novembre 1991** : Conférence de paix de Madrid (nous y reviendrons), acceptée par l'OLP. Ce qui amènera :

- **16 décembre 1991** : l'annulation par l'ONU de sa propre résolution de 1975 assimilant sionisme et racisme.

- **Décembre 1992** : expulsion de 415 Palestiniens prétendument liés au mouvement Hamas.

- **9 et 10 septembre 1993** : accords de reconnaissance mutuelle OLP–Israël, signés par Arafat et Rabin.

- **13 septembre 1993** : accords de Washington sur la « *Déclaration de principes sur l'autonomie des territoires occupés* », en commençant par « *Gaza et Jéricho d'abord* ».

## **B - Attitude des Etats arabes**

Elle est marquée par la trahison répétée de la cause palestinienne. Rappelons quelques faits :

- **1919** : après les promesses non tenues des Britanniques de favoriser l'émancipation des peuples arabes en suscitant leur révolte

contre le joug ottoman, attitude qui va culminer avec la déclaration Balfour, on voit le cheikh de la Mecque et roi du Hedjaz, Hussein, et son fils l'émir Fayçal, traiter directement avec les chefs sionistes dans le but de se partager les territoires libérés.

- **1922** : l'autre fils de Hussein, Abdallah, placé par les Anglais sur le trône de Transjordanie, propose à Chaïm Weizmann, chef de l'OSM, de soutenir l'épanouissement du « *foyer national juif* » en échange d'une fédération sous son égide des deux rives du Jourdain.

La coopération d'Abdallah, père du roi Hussein actuel, ne cessera plus.

- **1936** : c'est ainsi que sera cassée la grande grève de 1936 par le roi Abdallah, son frère Fayçal, roi d'Irak (tous deux imposés par les Anglais aux masses arabes) et Ibn Séoud, le souverain wahhabite. Tous supplient les « *filles [palestiniens] de faire confiance aux bonnes intentions de notre amie la Grande Bretagne, qui a déclaré qu'elle rendrait justice* ». Et l'on voit alors le mufti de Jérusalem et son clan coopérer directement avec les Anglais dans la répression anti-arabe.

- **1946** : le roi Abdallah à ses tuteurs britanniques : « *La partition accompagnée d'un échange de population est la seule solution praticable du problème palestinien.* »

- **1947** : quelques jours avant le vote de l'ONU sur la partition, le roi Abdallah donne son accord à l'Agence juive, représentée par Golda Meir, pour « *une partition qui ne l'humilierait pas aux yeux du monde arabe* ».

- **1947-1949** : en 1949, abandonnant

Lydda et Ramleh, qui verrouillent la route de Jérusalem à Tel Aviv, aux forces de Tsahal, menées par Itzhak Rabin, le roi Abdallah en sera récompensé par l'octroi de la Cisjordanie.

- **1970** : le plan Rogers de « cessez-le-feu » entre Israël et l'Égypte, sur le dos de la résistance palestinienne, accepté par Nasser et le roi Hussein, va aboutir aux massacres du « septembre noir » de Jordanie.

A partir de ce jour la résistance sera systématiquement traquée. Ainsi la guerre de 1973 de récupération de territoires égyptiens (Sinaï) et syriens (Golan) visera une négociation de paix globale avec Israël, concrétisée par les accords de Camp David de 1978.

- **En 1973 et 1975**, ce sont les phalanges libanaises qui affrontent la résistance, puis la Syrie en 1976 avec le massacre du camp de Tell-el-Zaatar, la traque de Yasser Arafat par Hafez el Assad et la guerre des camps de 1985-1988.

- **En 1982**, les Etats de la Ligue arabe reconnaissent officiellement l'Etat d'Israël.

Ainsi, le Liban, la Jordanie, la Syrie et enfin le Koweït et l'Arabie saoudite finiront par chasser la résistance armée de leurs territoires et ne plus accepter que des réfugiés parqués dans des camps, maltraités, sans aucun droit social ni politique. Il en est ainsi de la Jordanie, où plus de 60 % de la population est palestinienne, et que l'OLP elle-même a abandonnée. Enfin, n'oublions pas que lorsque le roi Hussein renoncera en 1988 à tous ses droits sur la Cisjordanie les Palestiniens, qui avaient jusque-là un passeport jordanien, deviendront tout simplement apa-

trides dans leur propre pays !

## **C – Les partis et organisations**

Nous avons déjà évoqué les deux plus anciens mouvements de résistance, le Fath de Yasser Arafat et le FPLP de Georges Habache.

### **L'OLP (Organisation de libération de la Palestine)**

**Deux grandes instances :**

- le CNP (Conseil national palestinien),
- le CE (Comité exécutif), avec 18 membres élus avec les pleins pouvoirs.

**L'OLP est constituée de plusieurs organisations :**

- **Le Fath (Mouvement de libération de la Palestine)**. Organisation majoritaire dans l'OLP, issue de la bourgeoisie musulmane sunnite et constituée de Palestiniens de Palestine, fondée à Koweït par Yasser Arafat en 1959, revendiquant quelque 10 000 hommes armés (fedayin). Le Fath a une idéologie vague, opportuniste, un programme nationaliste, affirmant la nécessité d'une lutte armée menée par les Palestiniens eux-mêmes en vue d'une Palestine démocratique judéo-arabe. Il prône essentiellement l'autonomie de la résistance par rapport aux Etats arabes et refuse le panarabisme.

En février 1969, au cinquième CNP du Caire, après la défaite de la guerre des six jours, Arafat diffuse un manifeste au contenu nationaliste pour conquérir l'OLP, jusque-là aux mains des nassériens.

En 1986, puis au CNP d'Alger de

novembre 1988, le Fath et Arafat feront accepter la résolution 242 et l'acceptation d'un Etat palestinien croupion.

Le Fath représente essentiellement la bourgeoisie arabe des territoires occupés (Fayçal Husseini et les négociateurs actuels) et de la diaspora palestinienne.

La grande force du Fath tient à son caractère étroitement nationaliste et au courage de ses chefs dans la lutte armée.

Il a connu une scission importante en 1974 avec la constitution du Fatah-Conseil révolutionnaire d'Abou Nidal, spécialisé dans le terrorisme et les assassinats de dirigeants du Fath.

• **Le FPLP (Front populaire de libération de la Palestine).** Fondé en 1967 par le Docteur Habache, il est issu du Mouvement nationaliste arabe (MNA, créé par ce dernier en 1951), qui n'envisageait de solution palestinienne que par la mobilisation de la nation arabe tout entière. En 1958, ce parti panarabe est résolument pronassérien.

En 1967, il s'allie au groupe militaire d'Ahmed Jibril et au mouvement de Nayef Hawatmeh pour former le FPLP. Beaucoup plus radical, ce front se réclame du marxisme-léninisme et adopte la théorie d'une guérilla de longue durée au sein de laquelle s'opérerait une révolution sociale radicale, avant-garde d'une révolution arabe globale : « *Le chemin de Jérusalem passe par Amman et Damas.* » Il milite pour l'instauration d'une Palestine laïque et démocratique sur tout le territoire de la Palestine. Pour lui, les régimes arabes sont tous réactionnaires et la direction du Fath et de l'OLP elle-même considérée comme bourgeoise.

En 1970, le FPLP entraîne le Fath à le sou-

tenir dans son combat contre la monarchie hachémite. Mais son échec l'amène à abandonner cette forme d'action en 1972.

En 1973-1974, opposé au Fath et au FDLP sur la question du « *mini-Etat* », il quitte le Comité exécutif de l'OLP et crée le Front du refus avec le Fath-CR et le FPLP-CG. Georges Habache déclarait alors : « *Avons-nous pensé que cet Etat sera entre Israël d'un côté et le régime jordanien réactionnaire de l'autre ? Cette solution sera la "solution finale" du Proche-Orient. Bien sûr, Israël est contre cet Etat, mais l'ennemi principal ce sont les Etats-Unis. Or ceux-ci sont prêts à accepter un Etat palestinien et même que la résistance palestinienne fasse partie de la négociation !* » C'était prémonitoire.

Il ne réintègrera l'OLP qu'en 1981, pour s'opposer à nouveau résolument à la reconnaissance des résolutions de l'ONU au CNP d'Alger de 1988, tout en acceptant de se plier à la ligne majoritaire. Depuis la conférence de paix israélo-palestinienne et arabe sous l'égide des Etats-Unis, le FPLP est à l'origine d'une alliance de dix organisations hostiles au processus de capitulation.

Constitué de Palestiniens et d'intellectuels (Jordanie, Liban), le FPLP est surtout implanté dans les camps de réfugiés. Grande audience de G. Habache.

• **Le FDPLP ou FDLP (Front démocratique populaire de libération de la Palestine).** Issu d'une scission du FPLP en 1969, le mouvement de Nayef Hawatmeh, considéré comme plus à gauche, notamment dans son attitude radicale envers le régime hachémite, est néanmoins le mouvement qui poussera en 1973 à l'idée d'un « *mini-Etat* »

palestinien en Cisjordanie et à Gaza. Mais déjà au CNP du Caire de 1969 il évoquait l'existence d'un « peuple juif » (donc ayant droit à la séparation ; cf. Lénine). Cette position sera hautement revendiquée au CNP d'Alger de 1988. Le FDLP, implanté chez les universitaires et les intellectuels de gauche, partisan du dialogue avec l'extrême gauche israélienne (Matzpen) et avec le PC (Rakah), puis, après 1973, avec les organisations sionistes, est en perte de vitesse. Le FDLP a connu une scission (UDP), menée par Yasser Abed Rabbo, devenu l'homme lige d'Arafat.

Il y a aujourd'hui projet de fusion entre les deux organisations (FPLP et FDLP).

- **Le FPLP-CG (Front populaire de libération de la Palestine-Conseil général).** Issu d'une autre scission du FPLP en 1968, ce mouvement fondé par Ahmed Jibril, tout en étant une des plus anciennes organisations palestiniennes, a peu d'influence. Inconditionnellement pro-syrien, il s'est illustré dans les actes de piraterie aérienne. Fait partie du Front du refus.

- **La Saïka.** Organisation militaire créée en 1968 par le Baath syrien, directement soumise à Damas, disposant de forces importantes. Elle s'est illustrée notamment en 1976 dans la répression du camp de Tell-el-Zaàtar, au Liban.

- **Le FLA (Front de libération arabe).** Pendant pro-irakien de la Saïka, totalement soumis au Baath de Bagdad. Très minoritaire.

- **Le FLP (Front de libération de la Palestine).** Scission anti-syrienne du FPLP-CG en 1977.

- **Le FLPP (Front de libération populaire de la Palestine).** Scission pro-Fath de l'ALP en 1968.

Ces quatre dernières organisations sont issues de l'ALP de 1964. Elles sont par définition très dépendantes des Etats arabes. Hormis la Saïka, elles sont sans influence.

- **Le FNP (Fonds national palestinien).**

- **Le PCP (Parti communiste palestinien), rebaptisé PPP (Parti du peuple palestinien).**

Le tableau des organisations constitutives de l'OLP ne serait pas complet sans évoquer le Parti communiste palestinien, qui a rejoint l'OLP en 1982. Implanté surtout dans les territoires occupés, il était dès le départ sur la position stalinienne de deux Etats en Palestine, et donc toujours favorable à la résolution 181 de l'ONU du partage de 1947.

- Enfin, rappelons que le 25 mars 1985 se constituait le **FSNP (Front de salut national de la Palestine)**, contre la ligne déviationniste d'Arafat, regroupant **FPLP, FPLP-CG, FLP, FLPP, Saïka et la tendance Abou Moussa.**

- **Hors OLP, le Fatah-CR d'Abou Nidal.**

Le comité exécutif de l'OLP, réduit à 16 membres après la démission de Mahmoud Darwich et de Chafik el Hout, membres du Fath, a entériné les accords de paix du 13 septembre par 8 voix pour, 4 contre (Fath, un indépendant, FLA et FLP), 1 abstention et 3 démissions (dont les représentants du FPLP et du FDLP).

## Mouvements islamistes

Ils réclament l'instauration d'un Etat islamique sur l'ensemble du territoire de la Palestine.

Le principal est le mouvement **Hamas**, apparu en 1988, issu des Frères musulmans et né des compromissions de l'OLP, à qui il dispute la direction unifiée de l'Intifada. D'abord implanté à Gaza, son audience grandissante, largement favorisée par Israël pour faire pièce à l'OLP et justifier son mythe sécuritaire, a gagné tous les territoires occupés (5). Appels à la grève, coups de main, travail de propagande sont ses moyens d'action.

Hamas vient d'accepter le 12 mars dernier l'Etat croupion.

Dans son sillage, le **Djihad islamique**, partisan de la lutte armée, a considérablement reculé avec le début de l'Intifada.

## Courant pro-jordanien

Constitué de notables et d'élus de la classe dirigeante de Cisjordanie, il cherche à jouer un rôle de médiation dans les négociations israélo-arabes impulsées par les Etats-Unis, mais il a perdu toute audience après le déclenchement de l'Intifada.



(5) Il est certain qu'à ses débuts, le Hamas a été vu avec complaisance par Israël, pour les raisons invoquées dans le texte. Mais cette période « bienveillante » est depuis longtemps révolue ! [Note de P.R., 2004.]



# Situation actuelle et perspectives

**A** PRÈS ce rappel historique du conflit israélo-palestinien, quelle est la situation aujourd'hui ?

## A – Population

A l'heure actuelle, l'Etat d'Israël, territoires occupés compris, a plus de 5 000 000 d'habitants, dont :

— 8 à 900 000 Arabes israéliens, soit 18 % de la population du territoire d'Israël d'avant 1967 ;

— environ 1 700 000 Palestiniens dans les territoires de Cisjordanie et de Gaza.

Au total, la moitié des habitants (2 600 000) sont palestiniens, sans droits civiques réels pour les premiers et soumis à la loi martiale pour les seconds.

Il faut rapprocher ce chiffre des 2 800 000 Palestiniens de la diaspora palestinienne, dont plus de 1 500 000 dans des camps de réfugiés, vivant dans la misère, la répression et généralement sans aucun statut. Ils sont répartis comme suit :

— Jordanie	1 300 000
— Liban	400 000
— Syrie	300 000
— Arabie saoudite et Golfe	300 000
— Brésil et autres pays	500 000

## B – Situation économique

Aujourd'hui, par suite des spoliations continues, 93 % de la terre sont contrôlés par l'Etat d'Israël sous couvert du Fonds national juif, qui exige que l'on prouve son ascendance maternelle juive depuis quatre générations pour avoir le droit de posséder la terre, d'y être fermier ou travailleur agricole.

D'autre part, deux décrets militaires (1967-1968) confirment la mainmise totale et directe du gouvernement militaire sur toutes les ressources en eau de Cisjordanie et de Gaza. Le creusement de puits de plus en plus profonds pour alimenter les implantations sionistes a asséché les puits creusés avant 1967 et détruit l'agriculture palestinienne (orangers, oliviers ont dû être arrachés).

L'étendue de terre palestinienne irriguée est descendue à 3,7 % de toute la Cisjordanie. Autosuffisante en 1967, la Palestine doit aujourd'hui importer 93 % de ses besoins alimentaires.

A Gaza, où 2 500 colons ont exproprié 30 % des terres de 700 000 Palestiniens, un colon consomme 86 litres d'eau quand il en reste un seul pour chaque Palestinien.

Israël a confisqué 73 % des eaux renouvelables de Cisjordanie, de Gaza et du Golan, et épuise ces réserves 15 % plus vite qu'elles ne peuvent se reconstituer.

Enfin, en 1982 un autre décret militaire a transféré tous les pouvoirs de surveillance et de maintenance des puits arabes à la compagnie israélienne Mekerout, qui contrôle ainsi toutes les sources d'eau profonde des territoires.

## **C – Rôle de l'impérialisme**

Cette politique de l'Etat d'Israël de colonisation à outrance, d'expulsion des grandes masses palestiniennes, de spoliation et d'anéantissement de l'économie des territoires occupés soumis à la loi martiale, justifiée aux yeux du monde par le mythe sécuritaire, n'est évidemment possible que par une militarisation générale de la société.

Le budget de la défense atteint plus de 25 % du PNB et 48 % du budget de l'Etat. Embrigadement dès le plus jeune âge, conscription généralisée (trois ans pour les hommes, deux ans pour les femmes) et surtout forces de réserve mobilisables à tout instant, chaque citoyen (« *citoyen-soldat* ») étant appelé à accomplir des périodes de réserve obligatoires d'un mois par an en moyenne.

Si l'on sait que 40 % du budget de l'Etat sont consacrés au remboursement de la dette, on comprendra que le fameux « miracle économique israélien », dans une période de récession tous azimuts, ne peut reposer que sur l'aide extérieure, et en particulier des Etats-Unis.

L'aide des USA est non seulement économique, par une politique de crédits quasi illimitée, mais évidemment politique. C'est ainsi que les USA ont toujours apporté la preuve de leur sollicitude à l'égard de l'Etat sioniste.

D'abord, par tout le poids mis par l'administration Truman (1) pour imposer le plan de

partage de 1947, avec l'aide de l'URSS dans le cadre des accords de Yalta, ce qui permettait de chasser l'impérialisme britannique, toujours mandataire de la Palestine et hostile au plan de partage (ce plan, soulignons-le, ressemble comme un frère au plan Vance-Owen de cantonisation de la Bosnie).

Ensuite, par le soutien désormais inconditionnel à l'expansionnisme de l'Etat d'Israël, comme en témoignent toutes les résolutions de l'ONU condamnant Israël et toujours restées lettre morte.

Tout cela, dans le but, évidemment, de faire d'Israël le gendarme du Moyen-Orient. Le puissant soulèvement de l'Intifada, qui inspire même les masses opprimées des Etats arabes (cf. les émeutes de la faim de Maân en 1989, en Jordanie), vaincu malgré les coups très durs, démontre que la révolution palestinienne est debout.

Aussi, le combat de l'impérialisme prend-il aujourd'hui deux aspects :

- un aspect militaire, celui de la répression aveugle, par la tuerie quotidienne (40 morts, dont plusieurs enfants, depuis le début de l'année), les punitions collectives, la destruction des maisons par des missiles anti-char et la déportation des 415 ;

- l'autre est diplomatique. Ce sont les négociations israélo-arabes directement imposées par les USA à travers la Conférence pour la paix de Madrid d'octobre 1991.

De quoi s'agit-il ?

La propagande occidentale cherche à

---

(1) En 1947, la part des Etats-Unis dans la production d'hydrocarbures au Moyen-Orient est déjà de 55,2 %.

accréditer la thèse que ces négociations visaient à obtenir une paix durable au Proche-Orient au prix de la création d'un Etat palestinien croupion, coincé entre Israël et la Jordanie, ou à tout le moins d'une autonomie limitée des territoires, acceptée par l'OLP. La réalité est tout autre.

D'une part, Israël, partie prenante des négociations dans la foulée des accords de Camp David et du traité de paix avec l'Egypte, cherche, en échange de la paix, à impliquer davantage encore les autres Etats arabes dans un combat commun contre la révolution palestinienne.

D'autre part, Israël multiplie les obstacles à une autonomie même limitée des territoires occupés. On se souvient des navettes du secrétaire d'Etat américain James Baker au Proche-Orient, après la guerre du Golfe. Chacune de ses venues était ponctuée de nouvelles implantations de colonies.

Cette politique était conforme au Plan Etoile (1990) du Premier ministre Shamir et du ministre du Logement, le général Sharon. Le *Los Angeles Times* du 20 septembre 1991 pouvait ainsi écrire : « *Le rythme des constructions se développe à toute allure dans les territoires occupés, en application d'un plan qui reflète l'orientation constante de Shamir et d'Ariel Sharon, visant à recouvrir l'ensemble de ces territoires de communautés israéliennes... Les observateurs précisent que le but de cette multiplication de projets de colonies n'a que peu de chose à voir avec les nécessités du logement et beaucoup à voir avec une volonté gouvernementale de tout mettre en œuvre pour bloquer toute possibilité de compromis dans les entretiens de paix proposés.* »

Ce plan était connu de James Baker. Il précisait que « *dans les trois ans à venir, plus d'un demi-million de Juifs vivront dans les territoires occupés et que tout plan de négociations en ce qui concerne les Palestiniens sera tout simplement dépourvu de sens.* »

Ce qui permettait au quotidien israélien Haaretz d'écrire, le 27 septembre 1991 : « *Le doublement de la population israélienne couplé au programme d'implantations accélérera l'étranglement de la population palestinienne de Cisjordanie. Les Israéliens contrôleront la terre, l'eau, le budget et la planification, tandis que 2 millions de Palestiniens seront isolés dans des poches de territoire, coupés les uns des autres, avec un niveau de vie très bas et retardataire, encadrés d'implantations israéliennes qui leur imposeront un contrôle policier, politique et économique rigide.* »

Et *Newsweek* de conclure, le 28 octobre 1991 : « *Les implantations en Cisjordanie ont d'ores et déjà condamné à mort le rêve palestinien d'un Etat.* »

En effet, ce qui est proposé aux Palestiniens, en termes d'espace vital et d'infrastructures, ce n'est rien d'autre que des « bantoustans » dans un Etat d'apartheid, un Etat « judéo-nazi », comme le nomme le professeur Yeshayahu Leibowitz, de l'université hébraïque de Jérusalem.

Bien sûr, l'impérialisme américain, après le britannique, est le grand maître d'œuvre de cette politique, dans la mesure où ils ont décidé l'un après l'autre la création d'un Etat colonial artificiel. Mais pour la faire appliquer, encore faut-il mater la résistance palestinienne.

● Israël, les Etats-Unis et, accessoirement, les Etats arabes, se sont partagés la tâche

pour impliquer les organisations palestiniennes dans cette entreprise d'extermination de leur propre peuple. On se souvient qu'en 1968, au moment où l'OLP acquiert une relative indépendance, le consensus entre ses diverses composantes se fait sur les points suivants :

— « *La lutte armée est la seule voie menant à la libération de la Palestine* », d'où refus de la résolution 242, du plan Rogers...

— La libération de toute la Palestine comme condition nécessaire à l'établissement de l'Etat démocratique (il n'y a aucun compromis possible avec les dirigeants sionistes).

— Le refus de l'Etat croupion.

Les CNP suivants s'entendront sur la forme de l'Etat. « *Etat démocratique non-raciste et non-sectaire, avec les mêmes droits et les mêmes devoirs pour les composantes arabe et juive.* » (CNP du Caire de mars 1971.)

Le tournant de 1974, amorcé par la reconnaissance par le FDLP de l'Etat croupion comme solution transitoire, amènera la résistance à abandonner peu à peu ces principes et à garantir la sécurité d'un Etat colonial juif occupant plus de 80 % du territoire de la Palestine (1986 : acceptation de la résolution 242, participation à la Conférence de paix ; 1988 : reconnaissance implicite d'Israël par l'acceptation de l'Etat croupion ; 1989 : abandon de la charte de l'OLP).

● Enfin, le dernier CNP d'Alger du 23 septembre 1991 voit la direction arafatiste majoritaire, de plus en plus soumise à l'impérialisme, accepter le plan de paix de James Baker et les négociations de Madrid.

Toute honte bue, elle se soumet aux exigences des USA et d'Israël, Shamir en tête :

— aucune mention du retour des réfugiés,  
— pas de représentation de l'OLP en tant que telle,

— délégation palestinienne fondue dans la délégation jordanienne,

— pas de représentant des habitants de Jérusalem (ce qui est accepter Jérusalem comme capitale d'Israël),

— pas d'arrêt préalable des implantations israéliennes dans les territoires.

Cette capitulation totale a été bien organisée. Israël a ainsi interdit la venue de 100 délégués des territoires à Alger. Israël a organisé l'arrestation préventive de 500 militants du FPLP pour affaiblir la position de Habache à Alger et prévenir la grève générale dans les territoires.

Et malgré le renfort de dernière minute du PCP (PPP), dont plusieurs membres feront partie de la délégation de paix (comme Ghassan Khatib), plus de vingt membres du CNP ont démissionné, dont douze partisans d'Arafat.

Un de ses meilleurs soutiens, Mahmoud Darwich, le plus grand poète palestinien, « ministre de la culture » de l'OLP, a démissionné du CC du Fatah : « *Je ne voterai pas ma propre condamnation à l'exil perpétuel* », a-t-il déclaré.

De fait, l'opposition à cette politique est massive : non seulement le FPLP a démissionné du comité exécutif, une fraction du FDLP a voté contre et le FPLP-CG de Jebriil a refusé de participer au CNP malgré les pressions syriennes, mais la base du Fath elle-même est déchirée.

Les négociateurs désignés, tous notables, liés à la bourgeoisie (Fayçal Hussein, Adhane Hachraoui, Haydar Abdel Chafi) n'ont aucun mandat pour accepter les compromis impo-

sés. Et bien sûr, l'immense masse des Palestiniens des territoires occupés et des camps de l'extérieur y sont résolument hostiles.

Ainsi, une étude de Mohamed Chadid et Hicham Ahmed, parue en 1990, démontre-t-elle que, dans les territoires occupés :

— 77,9 % de la population sont en faveur de l'instauration d'un Etat laïque et démocratique sur tout le territoire historique de la Palestine ;

— la moitié seulement déclare accepter un Etat palestinien indépendant, mais seulement comme une solution transitoire, les autres la rejetant totalement ;

— la majorité des intellectuels rejette toute concession à Israël et au mouvement sioniste ;

— 80,6 % rejettent totalement la résolution 242 de l'ONU. Parmi ces 80 %, 91,1 % ont été emprisonnés, ou ont eu un membre de leur famille emprisonné ;

— 68,8 % déclarent que le moyen de résistance le plus efficace est la lutte armée. Parmi ces 68,8 %, 77,5 % ont eu leur terre confisquée et 74 % ont moins de trente ans ;

— sur ces 74 % de jeunes prêts à la lutte armée, 94 % ont subi directement les effets de l'occupation : bastonnades, blessures, mutilations, emprisonnements... ;

— enfin, seulement 8,3 % de la population pensent que le combat des Palestiniens peut être résolu par des moyens diplomatiques.

Et les rapporteurs de cette étude de conclure : « *La conception d'un Etat démocratique laïque sur tout le territoire de la Palestine est profondément enracinée dans la société palestinienne, et les partisans de cette conception sont ceux qui sont sur la ligne de front.* » En effet, et c'est une loi historique, le

peuple est toujours plus révolutionnaire que sa propre représentation politique.

Oui ! Malgré les compromissions, les trahisons, les échecs, la révolution palestinienne est toujours debout.

Nous sommes de ceux qui pensent qu'elle est un des phares de l'émancipation des peuples et qu'elle est à la pointe du combat actuel contre l'impérialisme. Nulle part au monde, en créant de toutes pièces un Etat artificiel dont la survie ne tient qu'aux milliards de dollars qui y sont injectés (22 % de l'aide extérieure américaine vont à Israël, soit 3 milliards de dollars, et Bill Clinton vient de réaffirmer à Rabin son soutien inconditionnel), l'impérialisme américain n'a suscité de telles tensions que ce qui est aujourd'hui en jeu, c'est son propre effondrement.

Voilà pourquoi nous pensons que l'initiative que nous avons prise, en accord avec toutes les organisations palestiniennes de l'OLP que nous avons rencontrées, y compris le Fath, en accord avec le Croissant rouge palestinien, dans le respect des opinions de chacun, d'engager une lutte sur le terrain de la défense des prisonniers palestiniens — tous les prisonniers, sans exclusive — est un premier pas essentiel sur la voie de l'instauration de la démocratie en Palestine.

Finalement, les accords de « paix » israélo-palestiniens de septembre n'ont fondamentalement rien modifié. Et deux mois plus tard, la jeunesse est à nouveau dans la rue.

Marc Mennecier,  
octobre 1993

## 4

# Onze ans après les accords d'Oslo

**V**OILÀ maintenant plus de onze ans que les Accords d'Oslo ont été signés avant d'être réduits à néant par les événements ultérieurs. À l'heure où ces lignes sont écrites, le chef spirituel du Hamas, le cheikh Yassine, vient d'être assassiné dans son fauteuil roulant, ainsi que sept personnes, à la sortie de la prière matinale d'une mosquée de Gaza, à l'aube du 22 mars 2004. Assassiné par l'armée israélienne depuis un hélicoptère et à l'aide d'un armement lourd qui ne pouvait manquer sa cible immobile. Précision remarquable à fournir : ce crime a été planifié, décidé et adopté par le gouvernement Sharon dix jours plus tôt, après l'attentat d'Ashdod au cours duquel dix jeunes kamikazes palestiniens ont tué dix soldats israéliens dans un port militaire ultrasensible qu'ils étaient parvenus à atteindre en se dissimulant dans un container en provenance de la bande de Gaza.

Ainsi Sharon, ce criminel de guerre dont les exploits commencent bien avant les massacres de réfugiés palestiniens de Sabra et Chatila le 16 septembre 1982, persiste-t-il et signe-t-il ses agissements de *serial killer* et terroriste d'État. Deux de ses ministres, de la pseudo laïque Sinouï, ont préféré voter contre cet assassinat, sans doute conscients des effets incalculables de cette funeste initiative.

Là, nous avons affaire à un Etat qui, se piquant d'être démocratique, est reconnu comme tel par ses congénères du monde entier, aveugles volontaires et complices sournois d'une politique d'extermination qui ne dit pas son nom.

Pourquoi Sharon prend-il de tels risques ? Parce qu'il calcule que la radicalisation va nourrir, d'une part, une répression plus sanglante que tout ce qui a eu lieu depuis le début de la Deuxième Intifada et, d'autre part, l'aggravation des tensions entre les organisations telles que le Hamas et le Djihad islamique face à l'Autorité palestinienne. Cela créerait une situation de vacance du pouvoir sur une bande de Gaza qu'Israël s'est engagé à évacuer (on sait à quelles conditions) et affaiblirait un peu plus l'ensemble des forces politiques palestiniennes, tant les partisans de l'abandon de la Palestine historique (ce qui est le cas d'Arafat et de l'Autorité palestinienne inventée à Oslo) que les religieux radicaux qui veulent le contrôle de toute la Palestine historique. Pourquoi le fait-il aussi cyniquement ? Parce qu'il sait qu'il a l'aval de Washington, et que les Etats-Unis sont les seuls à ne pas condamner, même verbalement, son crime, comme ils sont les seuls à ne pas condamner, même verbalement, le Mur de la Honte, contestant simplement le

tracé adopté pour sa construction.

À ce jour, la politique du pire est systématisée parce qu'elle va dans le sens d'une extermination du peuple palestinien sous prétexte de lutte antiterroriste. Avant de scruter les grandes lignes de ce qui se dessine, voyons ce qu'a été l'histoire du martyr des Palestiniens depuis les Accords scélérats signés à Oslo en 1993.

## **D'Oslo à la Deuxième Intifada**

Entre les débordements de joie de nombreux Palestiniens victimes des illusions que ces accords avaient fait naître et les sourires de satisfaction des filous dirigeant la « communauté internationale », les serremments de main entre Yasser Arafat et Izthak Rabin, l'application des Accords assurant aux Palestiniens la constitution d'un bantoustan vendu à crédit avec présence obligatoire de l'armée sioniste ont fait rapidement revenir sur terre ceux qui avaient été abusés par les envolées lyriques de politiciens et de journalistes pour qui les champs de cailloux sans nappe phréatique tiendraient convenablement lieu de patrie d'un peuple martyr.

Rappelons une fois de plus que ce peuple a été chassé de sa terre par une résolution votée par la « jeune ONU » en novembre 1947, qui prévoyait deux États séparés et le retrait des troupes anglaises présentes en Palestine depuis la fin de la guerre de 1914-18, avant même la chute de l'Empire ottoman.

Ainsi, le coup de force du 14 mai 1948 et la naissance d'un Etat sioniste, religieux, réactionnaire et prétendant exclure les non-juifs,

consacraient la destruction massive des villages palestiniens (ce fut le cas de celui de Cheikh Yassine parmi tant d'autres), la mort ou l'expulsion de plus de trois millions de Palestiniens.

Au fil des ans, entre 1993 et 2000, les multiples vexations, brimades, privation des droits les plus élémentaires, se sont multipliés contre les Palestiniens de Cisjordanie et Gaza. Plus le temps passait, plus il était clair que le départ des troupes sionistes serait renvoyé aux calendes grecques. Plus les mois passaient, plus les accusations de violation des accords d'Oslo se multipliaient. Seule la région desséchée de Jéricho était exempte de toute colonie sioniste, alors que leur nombre fut multiplié par quatre, puis par dix, puis par cent, en particulier dans la moitié ouest de la Cisjordanie et aux abords du Jourdain, précisément parce qu'Israël voulait accomplir un mitage méthodique du terrain, parce que l'objectif non avéré mais sous-jacent de cet Etat est la constitution d'un *eretz Israël* (« Grand Israël ») allant de la Mer Rouge au désert de Syrie.

Un point particulièrement crucial fixait, si l'on peut dire, l'attention des sionistes : la mainmise sur les nappes phréatiques. Un examen attentif des ressources hydrauliques d'Israël révèle que seuls le Jourdain et le lac Tibériade, à l'est de l'Etat sioniste, et une nappe souterraine sur le littoral courant de Haïfa à Gaza, assurent la fourniture en eau de l'État hébreu. De nombreuses nappes existent en Cisjordanie et les points de pompage n'ont cessé de passer en nombre croissant aux mains des colons sous la protection de l'armée. Rien ne montre mieux que l'insidieux grappillage des points d'eau à quel

point l'ambition des colons et de leur Etat protecteur est de condamner les villageois palestiniens à fuir ou à mourir de soif, eux et leurs cultures, eux et leur bétail.

L'armée dite de l'Autorité palestinienne ne peut que constater que l'accès à l'eau est aux mains de Tsahal, cette armée d'occupation qui, selon les accords d'Oslo, aurait dû quitter les lieux dans la première moitié de la décennie suivant ces accords. Encore une fois, ce chiffon de papier avait pour fonction essentielle, en mettant fin à la Première Intifada (9 décembre 1987-13 septembre 1993), de démobiliser et de désorienter le peuple palestinien. Sa mission accomplie, le chiffon des accords d'Oslo ne sert plus que de référence aux cris plaintifs des ex-signataires tels Arafat et son équipe prête à toutes les capitulations. Il permet surtout de rappeler à chaque moment que le dirigeant de l'OLP a reconnu l'Etat sioniste et accepté un Etat croupion pour les Palestiniens, Etat croupion qui n'a jamais dépassé le stade fœtal.

Dans la période qui a suivi, en 1994, l'assassinat commis dans la Grande Mosquée de Jérusalem par un intégriste sioniste qui a vidé son chargeur sur les fidèles, les tuant par dizaines, a enclenché les réponses au coup par coup de la part des deux principales organisations religieuses palestiniennes, le Djihad islamique et le Hamas, pour les citer dans l'ordre chronologique de leur fondation en 1987. Au départ spécialisées dans l'aide sociale aux réfugiés en détresse et, dans le cas du Hamas, proche de l'antique organisation fondée en Egypte dans l'entre-deux guerres mondiales par Hassan el Bana, les Frères Musulmans, ces deux organisations ont choisi de répondre par des actes terro-

ristes individuels mais organisés au terrorisme d'Etat du gouvernement d'Israël.

Le désespoir des jeunes Palestiniens qui voient chaque jour s'éloigner l'horizon de leur rêve, retrouver leur patrie, formera un vivier croissant et infini de candidats au sacrifice suprême. Simultanément, le meurtre de l'un des promoteurs d'Oslo, Rabin, commis par un membre de l'extrême droite israélienne, commence le compte à rebours de la domination du Parti travailliste à la Knesseth (Parlement de Jérusalem) et la marche vers la victoire du Likoud à travers l'élection de Benjamin Netanyahu comme Premier ministre deux ans plus tard, avec une accélération de l'agressivité sioniste à l'égard des Palestiniens, les premiers bouclages systématiques des frontières terrestres avec les territoires occupés et le retour des multiples tracasseries journalières dont sont victimes les travailleurs palestiniens des territoires venus gagner leur pain dans les entreprises sionistes. Pour beaucoup d'entre eux, cela a signifié, en 1997 et plus tard, la fin de tout salaire, généralement journalier, et les licenciements en masse.

Le cycle de violences va s'amplifier à mesure que les échéances prévues pour le départ des troupes d'occupation ne sont pas respectées. De plus en plus, les conflits internes aux partis politiques sionistes apparaissent comme de simples oppositions d'individualités, parfaitement d'accord sur le fond, à savoir ne plus jamais céder une once de terrain au peuple palestinien et favoriser l'expansion des colonies, mais en désaccord quant aux formes et au rythme de mise en place de ces objectifs.

C'est ainsi que, alors qu'Arafat est de plus en plus contesté et bousculé par son propre



Parlement (installé en vertu des accords précités), les institutions de l'Etat hébreu résistent aux turbulences de la situation, tandis que la montée en puissance des courants religieux « à la droite de la droite » du Likoud s'affirme au fil des mois. À chaque extension coloniale correspondent des interventions et des vociférations à la Knesseth des « ultra-orthodoxes » de toutes obédiences, accusant les gouvernements successifs de protéger insuffisamment les pionniers du « Grand Israël ». Les incidents se multiplient mais, si leur intensité va crescendo, ils restent en deçà d'un soulèvement général du peuple palestinien indigné, pour un certain temps encore contenu par Arafat.

### **1994-1999 : l'effondrement des accords d'Oslo**

Si l'on prend le segment 1994-1997, on peut établir un bilan des cinq premières années qui ont suivi les accords d'Oslo. Cela correspond à la période au cours de laquelle ceux-ci étaient encore considérés par de nombreux Palestiniens comme valides, ou à tout le moins validables.

Les intentions sionistes se sont manifestées d'emblée : le désir de protéger à tout prix les colonies implantées et leur extension a conduit Tsahal à une occupation de fait de 94 % de la Cisjordanie, nonobstant les promesses de 1993. En mai 1994, la population d'Hébron manifeste contre les restrictions à la circulation que la colonie de Kyriat Arba toute proche exige des soldats sionistes. Un premier massacre a lieu avec plusieurs dizaines de Palestiniens tués. Le même mois, les

accords du Caire signés entre Arafat et le gouvernement Rabin prévoient « l'autonomie de Gaza et Jéricho ». Il s'agit bien entendu du miroir aux alouettes contenu dans les accords d'Oslo, qui prévoit un transfert progressif de l'autorité. Ils restent eux aussi une simple feuille de papier, et perdent rapidement de leur « actualité » devant le durcissement israélien envers la population palestinienne.

Dix mois plus tard, alors que les opérations terroristes de désespoir commencent à croître, Bill Clinton alloue à Tel-Aviv cent millions de dollars de matériel de guerre « spécial anti-terroriste », plus quelques milliards de dollars d'aide financière. On assiste toute l'année à ce « ballet » : d'un côté les multiples manifestations d'impatience (justifiée) et de colère du peuple palestinien, de l'autre le dialogue entre le gouvernement sioniste et l'Autorité palestinienne, toujours accusée d'inciter les masses au terrorisme-et à la surenchère.

Les accords de Taba (Egypte) sont signés entre les deux partenaires le 28 septembre 1995 (cinq ans jour pour jour avant la Deuxième Intifada). Ils prévoyaient le partage des territoires dévolus aux Palestiniens en trois zones : une zone A « entièrement autonome » concernant les villes de Djenine (qui sera presque détruite au printemps 2002), Ramallah, Tulkarem, Naplouse, Kalkilya et Bethléem, formant autant d'îlots dispersés ; une zone B touchant 450 villages et contenant 68 % de la population totale, sous contrôle exclusif d'Israël en dépit de l'attribution des pouvoirs civils à l'Autorité palestinienne ; enfin, une zone C où figurent l'ensemble des colonies juives de l'époque plus les zones désertes. Là, sur cet espace formant 80 % de la Cisjordanie et de la bande

de Gaza, aucun Palestinien civil ni militaire n'est admis. Tout cet ensemble est aux mains exclusives d'Israël. L'ensemble en question détient 80 % des ressources en eau.

Un an et demi plus tard, alors que le Likoud a succédé à feu Rabin et au gouvernement travailliste de Shimon Peres, Benjamin Netanyahu restitue Hébron à l'Autorité palestinienne. 120 000 Palestiniens s'entassent dans la ville, alors que 7 000 colons s'étalent dans les campagnes alentour, protégés par leur propre milice de 450 tueurs patrouillant dans le centre d'Hébron et couverts par de forts effectifs de l'armée.

Dans la série des accords-marchés de dupes, il faut citer également, plus tardivement (23 octobre 1998) les accords de Wye Plantation qui restituent, théoriquement bien sûr, 13 % de territoires supplémentaires aux Palestiniens. Mais Netanyahu refuse de les appliquer, exigeant d'Arafat, qui obtempère, le renforcement de la lutte contre le Hamas, dont les attentats se multiplient, et le retrait de toute référence à la « destruction de l'Etat sioniste » dans la Charte de l'OLP. Ce n'est pas pour autant que le leader fascisant du Likoud tiendra parole en ce qui concerne les 13 % restituables.

Au bout du compte, cinq ans après les accords d'Oslo, Arafat « règne » sur 6 % de la Cisjordanie et Gaza, sur des parcelles éclatées, alors même que les bouclages des territoires occupés deviennent de plus en plus fréquents, les licenciements de journaliers palestiniens qui s'ensuivent augmentant de 18 % (pour atteindre 68 % de la population active palestinienne) et que les marchandises au départ ou à destination de ces territoires sont frappées d'embargo, accentuant la misère

indicible de trois millions de personnes.

De plus en plus, au gré de l'humeur des chefs militaires, le transfert de malades vers les hôpitaux en « zone interdite » ou les déplacements d'étudiants palestiniens se rendant à leur université deviennent impossibles. Un sort particulier est fait aux habitants palestiniens de Jérusalem-Est — envahie de tous côtés par de nouveaux occupants sionistes — qui sont parfois expulsés de chez eux, parfois astreints à mille vexations sur un parcours de cinq cents mètres. Ils sont devenus minoritaires dans leur propre pays.

Les Palestiniens sont non seulement victimes des exactions sionistes, mais aussi de la répression de la police de l'Autorité palestinienne, nombreuse (deux policiers pour cent habitants), que l'on incite à faire preuve de zèle pour bien montrer la bonne volonté antiterroriste de Yasser Arafat et d'un appareil de l'OLP dont la corruption atteint des hauteurs inégalées, en particulier depuis Oslo. Le Parlement palestinien est le théâtre d'une certaine opposition à Arafat, qui devra même endurer une épreuve de force dans les cinq années suivantes.

## **Des militaires israéliens refusent**

Entre les deux Intifadas, la Palestine s'installe dans la *muwahaja*, l'affrontement constant contre le sionisme. Dans les rangs mêmes de l'armée sioniste, certains soldats, révoltés par la légalisation de la torture (mars 1995) inscrite comme outil autorisé pour les institutions d'Israël, un mouvement protestataire, *Yes gvu!*, a émergé en octobre 1996 ; il

réunit tous les militaires qui refusent d'être envoyés dans les territoires occupés depuis 1967 à des fins répressives contre le peuple palestinien. Ils seront l'objet de nombreuses campagnes de dénigrement, seront condamnés à la prison ferme en forteresse, menacés dans leur vie professionnelle, et seront victimes d'une haine solide chez nombre de leurs compatriotes. Il ne s'agit là bien sûr que de contradictions internes chez les sionistes, pour qui leur Etat doit subsister, mais qui, sur le plan humain, n'acceptent pas les besognes que ledit Etat veut leur imposer. Enfin, il est toujours opportun d'exploiter les contradictions secondaires au sein même des forces adverses. Il n'est indifférent à personne de voir qu'une partie non négligeable de la population de l'Etat d'Israël n'est pas d'accord pour accepter le rôle de bourreau qui lui est dévolu par ses dirigeants. Il serait absurde et pour tout dire idiot de ne pas en prendre la mesure.

Le personnel de l'Etat sioniste va subir quelques redéploiements et redistributions des rôles à la tête d'Israël.

Netanyahou va céder la place en mai 1999 à Ehoud Barak, un général travailliste (de ce qu'on appelle la « gauche » de la Knesseth, juste à droite du Meretz). Celui-ci ne faillit pas à la règle et soutiendra « *de manière critique* » la politique de Barak. Le général ne poursuit pas d'autres objectifs que son rival Netanyahou. Avec l'onction du président américain Bill Clinton, il organisera la rencontre de Camp David en juillet 2000. Les accords d'Oslo et leur non-respect fournissent toujours la toile de fond des négociations.

Sur un point particulier, Barak semble jeter du lest : il aurait « *envisagé* » le partage de Jérusalem qui, depuis 1967, était consacrée

« *capitale éternelle d'Israël* » par les dirigeants sionistes. Cette rencontre de Camp David intervient alors que, en dépit de la pression des Palestiniens, Barak tournait le dos à toute discussion et consacrait ses efforts à chercher un accord avec le dictateur syrien Assad au sujet du Golan, avec l'arrière-pensée d'isoler un peu plus les Palestiniens.

Il avait opposé aux Palestiniens un refus de redéploiement des troupes de Tshalh après l'avoir laissé espérer aux plus crédules. Il avait également refusé de céder aux Palestiniens les villages entourant Jérusalem, tels Abou Dis ou El Eyzaria. Lorsque commencent les discussions aux Etats-Unis, cela fait plus d'un an que les échéances de transfert pour l'Autorité prévues à Oslo sont déjà dépassées, sans résultat autre qu'une présence accrue de l'occupant, tant au niveau de la présence militaire que de l'implantation des colonies. Les masses palestiniennes avaient fait preuve d'une endurance et d'une patience infinies devant tant de mauvaise foi. Mais à Camp David, il est question de sceller un accord sur le statut définitif des territoires. Même Arafat, qui avait pourtant volé de concession en concession au cours de sa longue carrière, ne pouvait accepter ce que le sionisme entendait lui infliger.

## **La provocation de l'Esplanade des Mosquées**

La relation entre occupant et occupé a toujours été marquée du sceau de l'humiliation, mais elle atteint là un paroxysme : 10 % de la Cisjordanie deviendraient définitivement israéliens et l'accès au Jourdain serait « loué » à

long terme à Israël.

Les trois principaux blocs de colonies continueraient à couper les territoires en trois parties, un corridor permettrait même de rallier celle de Kyriat Arba au cœur même d'Hébron.

Arafat invoqua la résolution 242 du Conseil de sécurité de l'ONU qui demandait l'évacuation par les sionistes de toute la Cisjordanie, Jérusalem-Est incluse, et de la bande de Gaza. Ce fut la dernière fois qu'Arafat reçut une approbation massive de la population palestinienne, beaucoup croyant sincèrement au mot d'ordre « la paix contre les territoires ».

Quelques semaines plus tard, Sharon le boucher allait provoquer la Deuxième Intifada par son attitude tout à fait calculée : face aux futures échéances électorales à la Knesseth, Barak le sioniste travailliste calcula que, d'entre les deux leaders du Likoud potentiellement Premiers ministrables, Netanyahu serait plus dangereux que Sharon. Il crut utile à sa propre carrière de donner le feu vert à Sharon qui comptait se pavaner sur l'Esplanade des Mosquées le 28 septembre 2000. En ce jour funeste, dans ce lieu sacré pour les Palestiniens, le général fasciste sioniste vint narguer les fidèles et « rouler des mécaniques » dans l'espoir (comblé) de susciter une indignation aux conséquences incalculables.

Devant les manifestations de colère — mais sans armes — des Palestiniens, l'armée israélienne fit parler ses mitraillettes Uzi de fabrication locale et d'autres armes plus lourdes. En trois jours, trente Palestiniens trouvèrent la mort, cinq cents furent blessés. Toutes les chaînes audiovisuelles du monde passèrent en boucle les images insoute-

nables du petit Mohammed, onze ans, tué dans les bras de son père, un civil sans arme tentant vainement de le protéger.

Ces crimes inavouables qui indignèrent la planète, Israël les accomplit en toute tranquillité : usurpant le martyre des Juifs victimes des crimes nazis, les sionistes y puisent la justification de leur attitude abjecte et surtout impunie.

De quel droit Sharon serait-il le détenteur du flambeau de la culture hébraïque ? N'existe-t-il pas des centaines de milliers de Juifs, atteints dans leur chair par la mort de leurs proches dans les camps d'Hitler, qui ne se reconnaissent pas dans l'Etat sioniste ? Décidément, Sharon et ses acolytes annexent tout : les terres des Palestiniens, l'héritage du peuple juif et le droit de penser et d'agir autrement.

À l'orée du XXI<sup>e</sup> siècle, de moins en moins de gens acceptent l'inacceptable, la volonté de puissance se cachant sous les lindeuls des martyrs des années trente et quarante, les crimes tout aussi fascistes que ceux d'autres bourreaux commis par le Likoud et le personnel politique et militaire de toutes les composantes du sionisme depuis 1948.

## ***La Deuxième Intifada***

La Deuxième Intifada démarre donc ce 28 septembre 2000 et, près de quatre ans plus tard, elle est loin d'avoir cessé.

Et tandis que la Deuxième Intifada « montrait en régime », le gouvernement israélien proposa, lors de la deuxième Conférence de Taba (janvier 2001), de nouvelles modifications se rapprochant des principes édictés par la résolution 242 du Conseil de sécurité, selon

la formule « *la paix contre les territoires* ».

Cette formule n'était bien sûr pas plus satisfaisante pour les aspirations palestiniennes que les précédentes. Elle avait l'avantage pour les sionistes de faire diversion à la Deuxième Intifada avec l'objectif de semer le trouble dans les rangs mêmes des factions politiques palestiniennes. Cette fois, Israël préconise l'échange territorial : les colonies installées de fait depuis 1993 (qui ont entre-temps prospéré, se développant sur d'énormes superficies) seraient, pour les plus proches de la « Ligne Verte » de 1967 séparant la Cisjordanie d'Israël, rattachées à ce dernier (Jérusalem-Sud, avec la colonie de Giló, l'ensemble Beter-Goush Ezion incluant deux enclaves palestiniennes — les villages d'El Jaba et de Wad, au sud-ouest de Giló —, l'immense ensemble de la colonie de Maala Adoumim qui prolonge la banlieue nord-est de Jérusalem, celle de Neve Yacov plein nord, celles de Givon, Givat Zeev et Ramot Allon au nord-ouest).

Une amputation de la Cisjordanie quatre fois plus grande que la partie sioniste de Jérusalem-ville (soit Jérusalem-Ouest), plus des terres comprises en deçà de la Ligne Verte entre Beit Sourik et Beit Sira, villages palestiniens au Nord-Ouest de la ville. Bien entendu, pas question de toucher à la souveraineté israélienne sur les colonies proliférant plus en profondeur en Cisjordanie.

Les zones A et B définies à Oslo resteraient sous le contrôle des patrouilles israéliennes, outre le maintien de colonies telles que Shomrom le long de la route reliant les villes palestiniennes de Kaikilya et Naplouse.

Il n'y aurait qu'une relative diminution de la présence israélienne (colonies non com-

prises) dans la partie orientale de la Cisjordanie : 94 % de la Cisjordanie serait à terme palestinienne, avec 20 % de colonies, plus 3 % de dunes de sable israéliennes à Helutza et un passage prétendument sûr entre la Cisjordanie et Gaza, sans être sous contrôle palestinien.

Enfin, il faudrait retrancher 1,5 % de la Cisjordanie, qui concernerait Jérusalem-Est, et 1,8 % concernant l'enclave de Latrun. Jérusalem serait la capitale des deux Etats. Moyennant quoi, Arafat fut au bord de l'acceptation, s'engageant à limiter l'armement de son Etat et acceptant l'installation de trois stations d'alerte israéliennes, les deux parties s'accordant sur la présence de forces internationales aux frontières.

Mais Israël, qui a toujours négocié de dominant à dominé, excluait tout retour des trois millions et demi de réfugiés chassés en 1948 et plus tard. Israël fit valoir qu'il acceptait 40 000 réfugiés (moins de 2 % !) sur cinq ans, le reste n'ayant qu'à rester là où ils étaient, c'est-à-dire dans des camps au Liban, en Jordanie ou ailleurs, ou qu'à s'expatrier au Canada (!), qui s'était proposé d'en accueillir.

La convocation imminente d'élections en Israël fit qu'Ehoud Barak tergiversa, craignant pour sa propre carrière que les « concessions » minimales lui vailent un désaveu général de son électorat toujours aussi gourmand. En fait, il n'y avait aucune contrepartie réelle aux concessions que les Palestiniens seraient amenés à faire. Tous les discours lénifiants sur la résolution 242 de l'ONU et la nécessité d'aboutir à un accord furent balayés par le grand événement électoral de 2001 : la victoire d'Ariel Sharon, qui fit litière de tous ces pourparlers et engrangea

électoralement les fruits pourris de sa provocation de l'automne 2000 sur l'Esplanade des Mosquées.

À l'Intifada déterminée, réponse une fois de plus musclée et sanglante : les attaques en règle de l'armée sioniste, à grand renfort de bombardements, lance-roquettes et chars sur les villes palestiniennes au printemps 2002, sous le prétexte que les attentats-suicides se multipliaient et nécessitaient la constitution d'un rempart étendu pour les sionistes.

Au printemps 2001, Sharon constitue un gouvernement d'Union nationale dans lequel il fait entrer huit partis, représentant 73 députés sur 120. Outre son propre parti, le Likoud (détenant huit portefeuilles sur dix-neuf députés), il y associe le parti travailliste, présenté si souvent dans les médias comme « porteur de progrès » (rappelons que le Parti travailliste est membre de la II<sup>e</sup> internationale tout comme le PS français, le Parti travailliste anglais, le SPD allemand et le PSOE espagnol), qui se voit octroyer huit portefeuilles également (vingt-trois députés à la Knesseth), dont Shimon Peres aux Affaires étrangères, et Benjamin Ben Eliezer à la Défense, ce dernier étant réputé pour être le chef de file des faucons de son parti.

Figure également le Shass, parti religieux (dix-sept députés, cinq portefeuilles) avec le ministre de l'Intérieur Eli Yishai. Le Shass a posé comme condition (et obtenu) la prorogation des subventions aux écoles talmudiques et l'exemption du service militaire pour deux ans pour ses étudiants ; il est implanté surtout chez les Séfarades (Juifs du Proche-Orient et d'Afrique du Nord). On trouve aussi les deux partis juifs russes, « Israël Be Alya » (quatre députés) d'Anatoli Chtcharanski, ministre du

Logement, et « Israël Betenou » (quatre députés) avec Avigdor Lieberman, un pur fasciste qui réclame le bombardement de Gaza, du Caire et de Téhéran. Enfin, trois petits partis, dont celui de la fille de feu Ytzak Rabin, la « Nouvelle Voie », qui obtient le ministère de la Défense.

## ***Le massacre de Jenine***

En mars et avril 2002, Israël pilonne les villes de Cisjordanie dans un déluge de fer et de feu, avec des hélicoptères Apache qui crachent la mort par saccades, des avions de combat, et des tanks.

C'est surtout le sort de la ville septentrionale de Jenine qui touchera le monde entier, mais c'est aussi Tulkarem, Ramallah, Naplouse, Hébron et Bethléem qui sont dévastées. Certains quartiers ne sont plus qu'un champ de ruines. L'attaque de Jenine a commencé le 3 avril par un couvre-feu et une attaque aérienne et terrestre. Les bulldozers ont balayé les maisons pour tracer la route des chars, puis l'extermination des combattants palestiniens et de la population a commencé le 7, en particulier au centre-ville. Les blessés étaient contraints de mourir sur place, puisque Tsahal interdisait aux ambulances de venir les évacuer. Après une embuscade tendue par les fedayins palestiniens qui tuèrent treize Israéliens, l'armée se mit à tirer sur n'importe qui. Les dernières maisons debout furent dynamitées, tout comme les antennes administratives ou sanitaires de l'Autorité palestinienne.

Les soldats israéliens se servaient de boucliers humains (crime de guerre) pour faire ouvrir les portes à coups d'explosifs même

lorsque quelqu'un se trouvait dans la pièce voisine. Les hélicoptères Cobra, tristement célèbres depuis le Vietnam, furent utilisés dans des rondes incessantes, pilonnant le camp où vivaient 14 000 réfugiés. Les Palestiniens ne disposaient que de grenades et de Kalachnikovs. Il est difficile d'évaluer le nombre de victimes civiles. Ce qu'on peut dire, c'est que la technologie la plus fine fut utilisée pour détruire tout être vivant. Le camp de Jenine avait été photographié par satellite à plusieurs reprises, chaque maison était dotée d'un numéro à quatre chiffres pour l'envoi des missiles. Un article écrit par un journaliste juif, Amnon Kapeliouk, est à l'origine des informations que nous reproduisons ici sur le sort de Jenine. Des réservistes israéliens affirment avoir lancé des missiles dans chaque fenêtre et même avoir achevé un cheval qui passait dans la rue. Un réserviste ajoute : « *Là-bas s'est produit une déshumanisation* ».

De nombreuses manifestations eurent lieu dans le monde, y compris en Israël même, contre ce massacre en série. Même Peres, au gouvernement, a exprimé sa vive inquiétude « *des réactions internationales hostiles* » (selon le quotidien *Haaratj*).

Deux cents morts, tel est le chiffre minimum retenu par les spécialistes des questions militaires dans ce journal sioniste, spécialiste généralement très bien informé. En réalité, cette estimation est dérisoire et ne tient compte ni des victimes définitivement écrasées sous les gravats ni de celles qui ont été enterrées à la va-vite dans des fosses communes creusées par les soldats israéliens, dans un cimetière construit par l'armée à cet effet dans la vallée du Jourdain. Amnon Kapeliouk conclut son article (*Le Monde diploma-*

*tique* de mai 2002) en écrivant : « *Désormais, le camp de réfugiés palestiniens de Jenine appartiendra à la longue liste de crimes qui jalonnent le conflit israélo-palestinien, du massacre de Qibya (1953) à celui de Sabra et Chatila (1982), avec pour dénomination commune le général Ariel Sharon.* »

## **Le prétexte du 11 septembre 2001**

À partir de cette série d'événements, et alors que l'armée sioniste s'installe pour de longues semaines dans les villes de Cisjordanie, les brigades de martyrs se constituent et se développent : Ezzedine El Kassem (du nom d'un cheikh ayant résisté à l'occupation anglaise), brigade proche du Hamas, Ezzedine El Kalk, plus proche du Fatah, sans compter celles du Djihad islamique ou les membres du FPLP.

Israël multiplie les embûches pour l'envoi d'une commission d'enquête mandatée par l'ONU, dont elle n'a pourtant guère à craindre, et joue sur l'incertitude du sort dévolu à Yasser Arafat, enfermé dans le bunker palestinien de la Muqâta à Ramallah pendant de nombreux mois, avec les batteries sionistes à dix mètres de ses murs et la présence de snipers couvrant toutes les issues.

L'extension de l'agression sioniste gagne Hébron, sous prétexte que certains colons ont été exécutés dans la poche d'Adouna, enclave sioniste au cœur de l'agglomération palestinienne. Le nouveau président des Etats-Unis, G. W. Bush, mène la même politique de soutien pressé au lobby sioniste que son prédécesseur Bill Clinton. Les événe-

ments du 11 septembre 2001 ont servi de prétexte à un renforcement de l'offensive tous azimuts des Etats-Unis au Moyen-Orient avec déjà les préparatifs d'une future agression contre le peuple irakien après l'occupation de l'Afghanistan depuis octobre 2001.

Sharon propose, avec l'appui de Bush, de rendre Arafat libre de ses mouvements en échange de la livraison des militants du FDLP et du FPLP accusés du meurtre d'un des pires ministres sionistes, Rehavam Zvi, à l'extrême droite de l'extrême droite. Ces militants sont déjà emprisonnés par les tribunaux de l'Autorité palestinienne qui ne sait plus quoi faire pour avoir l'agrément de l'ennemi sioniste. Il est question que des troupes anglo-américaines se voient confier la garde de ces prisonniers. Le prince Abdallah d'Arabie a conservé comme prisonniers ces hommes qui pouvaient pourtant constituer un renfort appréciable contre Tsahal.

Partout dans le monde, la mobilisation en faveur du peuple palestinien prend de l'ampleur autour de la revendication « Troupes d'Israël hors des territoires occupés ». L'ONU, quant à elle, toujours du côté du manche, s'incline devant le refus de Sharon de voir mise sur pied une commission d'enquête sur les massacres de Jenine. Pour sa part, Sharon continue. À l'instar du général franquiste Queipo de Llano en 1936, en Espagne, qui exécutait dix marxistes pour un fasciste tué, il exécute dix Palestiniens pour un colon tué. Ces colons s'enhardissent : ils abattent les jeunes Palestiniens qui tentent de cueillir en octobre les olives dans leurs propres olive-raies, en tout cas dans celles que les sionistes n'ont pas encore ravagées, arrachées ou anéanties. Un simple exemple : le 6

octobre 2002, Hani, 21 ans, est tué sous les yeux de sa mère pendant la récolte. Selim, la même semaine, survit avec la tête à moitié écrasée à coups de pierre par les jeunes sionistes. Sharon, criminel en série particulièrement endurci, est talonné et aiguillonné sur sa droite extrême par le colon Moshe Feigling (en allemand, « le poltron ») qui organise les assassinats de cultivateurs palestiniens mais aussi la chasse aux soldats israéliens venus de temps à autre tenter, pourtant mollement, de faire évacuer une colonie jugée illégale et dangereusement placée par le ministre de la Défense.

Le gouvernement Sharon, remanié avec de nouveaux ministres fascisants et l'arrivée du parti prétendument laïque Shinouï, doit affronter une crise économique sans précédent qui touche l'Etat sioniste. En effet, des élections sont convoquées pour le 28 janvier 2003 à la Knesseth. Le Shinouï sert d'auxiliaire à Sharon pour isoler Netanyahou, son « grand » rival au sein du Likoud. Il s'agit en fait d'un ramassis d'adeptes du « Grand Israël » sous une variante non religieuse, ce qui ne manque pas de sel quand on sait que, par essence, l'Etat sioniste est un Etat qui se définit comme religieux. Cette situation d'occupation territoriale émaillée d'attentats-suicides et de violente répression militaro-policière s'installe de façon durable et perdure encore aujourd'hui.

## **La résistance par tous les moyens**

À propos des attentats-suicides, les médias ne mettent en avant que l'horreur des consé-



quences, mais ils n'analysent pratiquement jamais leur origine. Que reste-t-il à des jeunes dont l'avenir est bouché par la présence littéralement bétonnée d'une armée d'occupation ? La résistance.

Celle-ci peut-elle revêtir les formes qui, par exemple, furent mises en place en Europe durant l'occupation nazie ? Il existe une différence de taille entre les deux situations : les résistants anti-nazis pouvaient à bon droit espérer une libération relayée par les victoires de l'Armée Rouge ou des Alliés en général. Est-ce le cas du peuple palestinien ? Existe-t-il une armée qui volerait à son secours ? Autant demander à Zeus de descendre de l'Olympe. Il reste le refus et la haine de l'occupant. En y ajoutant les prêches enflammés de dignitaires religieux qui promettent le paradis, on obtient ces engagements aux actions suicides. C'est le désespoir terrestre et l'espoir céleste qui mettent en mouvement ces centaines et bientôt ces milliers de jeunes qui sacrifient leur vie, certains étant même pères ou mères de famille. Ceux que Marx appelait les « pharisiens » sont qualifiés de « fanatiques ». L'expression n'est pas fautive, mais elle connote un sentiment d'incompréhension et de dédain à l'égard de ces malheureux dont l'aspiration la plus légitime, vivre libre chez soi, est constamment bafouée.

Aucun Sharon, aucun fasciste ou utilisateur de méthodes dignes du fascisme n'y pourra rien : le mouvement qui pousse ces jeunes Palestiniens à la mort a pour origine les composantes les plus profondes de l'individu et de la société. Ce déni permanent de la justice et de la légitimité est déjà insupportable.

Le comble de l'hypocrisie est atteint quand on voit que le sionisme utilise comme une

rente le génocide dont ont été victimes des millions de Juifs pendant la Seconde Guerre mondiale du fait de la barbarie nazie.

En se prétendant dépositaires exclusifs de l'héritage juif, les sionistes, et Sharon au premier rang, nourrissent l'amalgame entre sionisme et judaïsme. Au-delà des concepts religieux, ils identifient « juif » et « sioniste », ce qui ne peut que nourrir l'antisémitisme, en particulier chez ceux qui ignorent, parce que l'école ne le leur a pas toujours appris, ou parce qu'ils n'ont pas eu accès à l'école, qu'« antisémitisme » est tout à fait différent d'« antisionisme ». On le voit bien avec la multiplication d'actes d'hostilité envers Israël dans les banlieues de France et de Navarre. C'est contre le sionisme que ces gestes sont dirigés et, s'ils sont enrobés de discours haineux et racistes, c'est précisément parce que l'amalgame a la peau dure. Les ambassadeurs sionistes n'hésitent d'ailleurs pas à entretenir la confusion, en multipliant les pressions pour que des poursuites judiciaires soient engagées contre les adversaires du sionisme, fussent-ils des antiracistes convaincus.

Qui peut recenser le nombre de Juifs antisionistes dans le monde ? Il y en a, et beaucoup, et c'est tant mieux. Et Sharon et les siens ont tout intérêt à poursuivre leur amalgame entre antisémitisme et antisionisme. En vérité, une Palestine démocratique et laïque serait ouverte aux deux peuples, à égalité de droits. Cette perspective apparaît évidemment comme une utopie dans l'état actuel des choses, mais il n'existe pas d'autre manière de résoudre le problème. La politique de Sharon n'a aucun avenir historique à long terme.

## **Nouvelles chimères : les "feuilles de route"**

Devant l'impasse de la situation, le locataire de la Maison Blanche a proposé, au printemps 2003, un plan articulé à un ensemble de dispositions pour sa mise en place, appelées « feuille de route », selon une expression de plus en plus à la mode qui indique clairement le caractère belliqueux de la démarche, la feuille de route étant, rappelons-le, le parcours exigé du soldat mobilisé se rendant de chez lui au front.

Il est assez amusant de voir que ceux qui nient l'existence de la lutte des classes ou qui clament qu'elle est en voie de disparition sont les initiateurs de cette expression. Pour Bush, donc, il s'agit de proposer une nouvelle mouture d'un Etat croupion pour les Palestiniens. L'Autorité palestinienne, qui a traversé une crise avec le refus de son propre Parlement d'enregistrer les oukases d'Arafat, a mis à sa tête Abou Maazen, officiellement considéré comme un interlocuteur plus modéré, plus conciliant qu'Arafat, et agréé par l'occupant sioniste.

Avant même que le plan dit « feuille de route » soit publié, Sharon a émis quatorze objections auprès de Washington, au premier rang desquelles le refus absolu du retour des réfugiés palestiniens sur leur terre natale. Il a même insinué qu'il serait « peut-être » utile d'expulser d'Israël le million et demi de citoyens Arabes demeurés en Galilée (Nord d'Israël) depuis 1948.

Cette idée abjecte suit son cours et elle est bien sûr émise et relayée par l'extrême droite sioniste, qui a le vent en poupe. La feuille de route comprenait trois étapes, dont la dernière

seule, en 2005, prévoyait une « discussion sur la question des réfugiés ». Bush avait formellement émis une objection à l'expulsion desdits Palestiniens « de l'intérieur », mais son esprit est déjà tourné vers la guerre contre le peuple irakien, et il sait que le temps lui est compté, que 2005 est encore, en ce printemps 2003, une échéance lointaine et incertaine.

La feuille de route prévoyait également, pour les bonnes manières, qu'aucune nouvelle colonie ne pourrait être implantée sur les territoires occupés depuis 1967. Ce n'est pas la première fois ni la dernière que ce genre d'engagement en mauvais chocolat est pris par des gens qui, de toute manière, ne pâtissent nullement des effets de cette colonisation de moins en moins rampante. Il en va de même pour le « gel » des colonisations existantes que la feuille de route préconise. Ainsi, les colonies installées depuis Oslo seraient maintenues...

La position de Sharon s'articule à partir de deux postulats : premièrement, inutile de soumettre cette feuille de route à la Knesseth, puisque ce n'est pas un traité international ; deuxièmement, il est terriblement coûteux pour l'économie israélienne de maintenir l'occupation de 3,5 millions d'hommes, et il serait encore pire d'avoir à prendre en charge le 1,8 million supplémentaire vivant — survivant plutôt — grâce aux aides internationales. Ce point, qui semble aller à contre-courant de l'orientation générale de l'extrême droite, est en fait soulevé par Sharon qui veut bien infliger les pires sévices aux opprimés, brimer les demi-citoyens que sont les Palestiniens vivant dans l'Etat israélien, mais qui ne veut pas en assumer le coût financier, parce qu'il sait que,

si la saignée des Palestiniens se prolonge indéfiniment, il ne pourra au mieux qu'obtenir une « mutualisation » des dégâts avec l'ONU et le *Quartet* (USA, Russie, UE, etc.).

Après la publication de la feuille de route, qui reste à ce jour le seul document officiel examiné (le plan de Genève de l'automne 2003 n'ayant aucune valeur officielle), deux rencontres ont eu lieu à Sharm El Sheikh (Égypte) et en Jordanie pour l'application de ce calendrier. Comme à l'accoutumée, le peuple palestinien, à l'instar des peuples tchèque et slovaque à Munich en 1938, n'a bien sûr pas été consulté.

Maniant la carotte et le bâton, Sharon fait adopter jeudi 11 septembre 2003, cinq jours après la démission du Premier ministre palestinien Abbou Abbas (le seul Premier ministre sans territoire sur le globe), le principe de l'expulsion de Yasser Arafat.

Le vice-président sioniste, Ehoud Olmert, un ex-maire ultra de Jérusalem, assure que « *tuer Arafat est une option possible* », soutenu en cela par Shaul Mofaz, ministre de la Défense et chef d'orchestre de l'attentat en 2004 contre le cheikh Yassine.

Ainsi, un gouvernement rend publique son intention de tuer ses interlocuteurs. On a beau chercher sur toute la sphère terrestre, malgré les multiples guerres qui ravagent en particulier l'Afrique, on ne trouvera aucun gouvernement prônant ouvertement cette méthode.

Aucun... sauf Washington, l'allié et maître d'Israël, lorsque Bush déclare qu'il faut envisager l'option de l'élimination physique de Saddam Hussein.

En fait, pour le moment, Arafat reste un pion irremplaçable pour les sionistes : ces

derniers savent que celui-ci est prêt à toutes les concessions plus quelques-unes. Ils savent aussi qu'il a un prestige international aux yeux de millions d'hommes, car les forfaits du sionisme sont tellement énormes qu'ils masquent l'étendue de la capitulation d'Arafat, lequel apparaît, en particulier depuis le siège de son QG de Ramallah en 2002 comme un « martyr en sursis ».

## ***L'influence croissante du Hamas et du Djihad***

De fait, la personne d'Arafat importe moins que la destinée du peuple palestinien, et c'est parce qu'il symbolise la résistance palestinienne que les attaques contre Arafat sont inacceptables.

Sharon, comme Peres avant lui et Rabin avant ce dernier, et comme encore avant bien d'autres leaders sionistes, sait qu'Arafat est un excellent punching-ball : un vrai partenaire, comme le sac de sable pour le boxeur à l'entraînement. Les sionistes seraient ravis de voir toutes les composantes politiques palestiniennes alignées au garde-à-vous derrière l'homme au keffieh. Mais il y a dix-sept composantes, organisations ou partis, dont beaucoup n'ont aucune intention de se soumettre à Arafat dont l'entourage, presque toute la direction du Fatah, a la réputation d'être un ramassis de corrompus notoires.

Il faut au simple citoyen palestinien de multiples passe-droits pour avoir une chance d'accéder au moindre avantage social. À cette attitude digne de la bureaucratie stalinienne d'Europe de l'Est s'oppose celle des organisations comme le Hamas ou le Djihad

islamique. Non que nous les affections d'un coefficient plus favorable, mais leurs activités inlassables d'aide sociale envers les plus démunis leur ont taillé une réputation méritée, qu'on le veuille ou non, de militants dévoués et respectables.

L'Etat sioniste, dans un premier temps, avait même tendance à les « favoriser », car l'aspect caritatif de leur démarche détournait, aux yeux du sionisme, de nombreux militants potentiels du combat politique mené par le Fatah, le FPLP, le FDLP, etc.

Mais depuis la deuxième moitié de 2003, Arafat a coupé les vivres au Hamas, en refusant de lui verser la quote-part de l'aide internationale en faveur des Palestiniens. Ainsi, des milliers d'indigents n'ont plus rien pour vivre, car les œuvres sociales instituées par le Hamas, les seules auxquelles ils avaient accès, ont vu se tarir la source de leur financement.

Sharon attend du nouveau Premier ministre palestinien, Ahmed Qoreï, qu'il rompe le cordon ombilical avec Arafat et que la façade protestataire de l'Autorité palestinienne soit remplacée par une façade conciliatrice. Sharon demande, avec Bush, une direction palestinienne « *démocratique, tolérante et libérale* ».

Alors que le nombre de victimes palestiniennes s'accroît (650 tués en mars, près de 2 000 depuis le début de la Deuxième Intifada, le Quartet précise que le plan qu'il cautionne ne concerne que les zones A et B des accords d'Oslo. Un protectorat de dernière catégorie verrait le jour. Sharon accepterait si... les entrées et sorties de cet État croupion, ainsi que son espace aérien, étaient entièrement sous contrôle militaire israélien,

toute alliance avec les ennemis d'Israël étant interdite au « gouvernement » de ce fœtus d'Etat.

Pendant que ces plans grossiers font l'objet de débats, la toile de fond est couverte par la crise économique : 60 % de la population active palestinienne est au chômage, les travailleurs palestiniens jadis employés dans les entreprises israéliennes « frontalières » sont remplacés par des immigrés roumains ou philippins.

En Israël même, la crise économique s'aggrave, les Etats-Unis apportant à Jérusalem une aide de dix milliards de dollars, dont neuf de garanties bancaires. Les dépenses militaires vont croissant, produisant un déficit abyssal dans les finances sionistes. Tout cela pour, en partie, la protection des 400 000 colons qui ont proliféré comme des métastases en dix ans, là où les accords d'Oslo leur interdisaient théoriquement de s'installer.

## **Le mur de la honte**

Une partie des dépenses est consacrée à l'édification d'un Mur partant des limites nord de la Cisjordanie, rejoignant la banlieue nord de Jérusalem et devant se poursuivre au-delà dans un avenir proche. Ce Mur ne suit pas la ligne de démarcation appelée Ligne Verte — qui correspond dans ses grandes lignes à l'ancienne frontière d'avant la guerre des Six Jours de 1967. En fait, le Mur empiète bien au-delà de la Ligne Verte.

Rapidement appelé Mur de la Honte, il matérialise une nouvelle frontière officieuse d'Israël et de la Cisjordanie, l'empiètement atteignant dans la partie nord une profondeur de six à sept kilomètres. En toute « bonne

conscience », les soldats de garde sur cette nouvelle frontière érigée unilatéralement par l'envahisseur en arrivent à interpeller les paysans palestiniens qui circulent entre « ancienne » et « nouvelles frontières ». *Le Monde* des 28-29 septembre 2003 rapporte cet échange entre un militaire et un agriculteur : « "Que faites-vous près de la clôture ?", demande le soldat sioniste. "Que fait la clôture près de ma maison ?", rétorque le paysan. »

En octobre 2003, près de 200 000 Palestiniens sont coincés entre le Mur de la Honte et la Ligne Verte, privés de tout accès à leurs champs à l'heure de la récolte dans les oliveraies. Autant dire que les sionistes les privent de leur première source de subsistance. Certains sont chassés de leur ferme : leur domicile est situé en « zone stratégique ». C'est le cas à Najat Isla. Un autre exemple : le village de Kufin avait été, en 1948, dépouillé de 70 % de ses terres lors de l'installation des sionistes. En 2003, le Mur de la Honte, ou de « l'apartheid », a encore retiré 70 % des terres substantielles des mains des villageois.

Les Palestiniens sont progressivement acculés à déménager plus à l'Est, toujours en zone A ou B, mais sur un territoire infesté de soldats et de colons sionistes. Certains sionistes arrachent les oliviers qu'ils replantent dans les jardins de leurs villas « en territoire d'Israël ». Pour la circulation entre les villages, les contrôles de l'armée deviennent systématiques et le passage n'est autorisé que selon l'humeur des soldats. De même, il était question de ménager des portes dans le Mur, mais de fait, celles-ci sont fermées ou entrouvertes selon le bon vouloir des soldats. Les Palestiniens sont prisonniers dans leur propre pays,

à l'instar des Noirs des bantoustans dans l'Afrique du Sud de l'Apartheid. Des pourparlers Bush-Sharon mettent au point l'intégration en Israël de la zone située à l'intérieur du Mur.

## **Du lancer de pierres aux attentats suicides**

Pendant que ce grignotage permanent s'étend, Sharon procède à quelques arrestations de poids : après Marwan Barghouti, dirigeant de la branche armée du Fatah, il fait arrêter le responsable du Djihad islamique pour la Cisjordanie. Au même moment, Ahmed Qoreï est en discussion avec les membres dirigeants du Hamas pour tenter d'en intégrer quelques-uns à son gouvernement, sans succès.

Bush et Sharon font savoir nettement leur préférence pour la constitution d'un cabinet de « techniciens », gestionnaires bien souples du type Salah Fayad, le ministre des Finances.

Au sein même de l'État sioniste, des voix s'élèvent contre l'occupation et la colonisation de la Cisjordanie et de Gaza, de plus en plus nombreuses. La journaliste Amina Hada décrit, dans le journal israélien *Ha'aretz*, le quotidien de rage, de désespoir des Palestiniens et reconnaît que les attentats-suicides ne proviennent pas de l'islam qui sanctifierait la guerre sanguinaire, mais bien du sort qui est infligé au peuple occupé. Elle ajoute que, si les habitants juifs d'Israël s'accrochent à cette situation, c'est largement parce qu'ils « ont foi dans les dispositifs de renseignement israéliens et dans "l'objectivité" des

*informations reçues* ». Elle décrit ce que veut dire la confiscation des terres des père et grand-père, la destruction de son habitat, le saccage de la terre qui fait place à une nouvelle route tracée par les colons, le fait d'être livré à l'arbitraire bureaucratique de l'occupant qui décide « *qui recevra des soins ou n'en recevra pas, combien de pouces aura la canalisation d'eau, si et quand le camion-citerne pourra apporter de l'eau au village, quel arbre sera déraciné et lequel non* », la peur de centaines de milliers d'enfants devant les bombes et le spectacle de la mort de leurs parents, directement sous leurs yeux, tués par l'armée et son arsenal.

Le passage progressif du simple geste de lancer des pierres aux actions culminant dans les attentats-suicides qui tuent aveuglément y compris des enfants palestiniens vivant en Israël ou leurs parents, dans les cafés ou les autoroutes, est quelque chose de totalement incompris de la population juive d'Israël, à de rares exceptions près. Même les pacifistes israéliens les plus convaincus ne peuvent comprendre que formellement ce que représente ce sentiment de faiblesse face aux canons et d'impuissance devant la destruction des biens et des êtres chers, et ils ne peuvent non plus comprendre à quel point les candidats au suicide à l'explosif « *représentent leur société dans sa volonté de vengeance* ».

## **L'impasse de Sharon, la résistance des Palestiniens**

Après trois ans et trois mois de bras de fer sanglant et inégal depuis la provocation de

Sharon en septembre 2000, des politiciens israéliens et palestiniens, non mandatés par leurs citoyens ni leurs gouvernements, prennent langue pour concocter un nouveau « plan de paix » après ceux d'Oslo, de Camp David, de Taba I et II, après la feuille de route qui se reconnaît à vue d'œil. Il s'agit du plan dit « de Genève ». Que prévoit ce plan ?

Un Etat palestinien « démilitarisé », conforme aux frontières de 1967, intégrant la bande de Gaza et 97,5 % de la Cisjordanie, Israël annexant le reste en regroupant les plus grosses colonies comme Goush Etzion au sud de Jérusalem ou celle qui est située à l'est de la ville.

Certaines colonies feraient partie du territoire palestinien, telles Arid ou Efrat. Israël donnerait en échange des 2,5 % annexés quelques arpents de cailloux et de sable pour prolonger la bande de Gaza. Le gouvernement palestinien siègerait dans un quartier de Jérusalem-Est et contrôlerait la vieille ville, sauf le Mur des Lamentations et les quartiers juifs.

Le Mont des Oliviers, la « ville de David », la vallée de Kivron seraient placés sous contrôle international.

Les colons non inclus dans les 2,5 % de territoire annexé devraient être évacués et leur propriété confiée à l'Autorité palestinienne (sauf les cas précités). Le retrait des troupes sionistes ne serait pas très progressif puisque Israël stationnerait durant trois ans encore dans la vallée du Jourdain et n'évacuerait les premiers sites qu'au bout de neuf à vingt et un mois. En outre, l'Etat sioniste conserverait des « stations d'alerte » dans le nord et le centre de la Cisjordanie.

Quant aux réfugiés, il n'est aucunement

question de leur retour à l'intérieur d'Israël, qu'ils ont dû fuir en 1948. Il y aurait des indemnités pour ces réfugiés : elles auraient déjà dû être versées en 1948 et 1967. Elles ne l'ont jamais été, en dépit des engagements verbaux sionistes.

Chaque réfugié aurait le droit de s'installer dans l'Etat-croupion palestinien. Le Quartet et les Etats volontaires créeraient une force multinationale de surveillance de l'application des accords et mettraient en place un représentant spécial.

Bien entendu, ce plan, comme celui d'Oslo en 1993, permet d'entériner les expulsions de 1948, d'assurer le maintien des troupes israéliennes en différents points de l'Etat « offert » au peuple palestinien, et de procéder à l'échange de terres fertiles contre des champs de cailloux. Il présente donc toutes les conditions pour être violé dès son hypothétique signature. Un plan qui méprise les droits fondamentaux d'un peuple chassé de sa terre depuis cinquante-six ans ne peut être qu'un mauvais plan, même si l'Autorité palestinienne lui donne son aval. Il ne réglera rien, et ne fera que renforcer la conviction des masses qu'il n'y a rien de bon à attendre de ce genre de négociations.

Avec l'entrée en 2004, Sharon a échafaudé un nouveau plan : il s'agirait pour les troupes sionistes d'évacuer la totalité de Gaza, en y laissant toutefois les colonies implantées le long de la mer et en octroyant des dunes aux Palestiniens tout en conservant le contrôle de la frontière avec l'Egypte, les villes de Rafah et Khan Yunès étant évacuées par Tsaïhal. Il ne s'agit évidemment pas d'une concession. En 2002, l'essentiel de la répression avait concerné la Cisjordanie ; en 2003 elle s'était

particulièrement acharnée sur Gaza, plusieurs civils cherchant du travail en Israël ayant été abattus comme des lapins lorsqu'ils escadaient une grille frontalière, puisqu'ils ne pouvaient espérer entrer « légalement ». L'un d'eux a agonisé durant de longues heures, avec des ambulances stoppées à une centaine de mètres par les troupes d'occupation.

À plusieurs reprises, et avant d'atteindre le cheikh Yassine le 22 mars, Israël avait pilonné des pâtés entiers de maisons, dans sa plus pure tradition d'« *éradication des foyers terroristes* », et ceci tout au long de l'année 2003.

Le stress des habitants de la bande de Gaza s'installe dans la durée, alors qu'en Cisjordanie les pics de répression interviennent par à-coups. Ce que Sharon entend monnayer, c'est un plus vaste morceau de territoire palestinien de Cisjordanie contre le contrôle par Arafat de la totalité de la bande de Gaza. Ce jeu permanent du chat et de la souris ne trompe aucun Palestinien, et à ce jour, l'Autorité palestinienne n'a pas accepté (ni refusé) cet énième marché de dupes où le cynisme le dispute à l'odieux.

Dans le même temps où cette proposition (qui est loin de faire l'unanimité chez les politiciens sionistes) est avancée, Sharon passe la surmultipliée en matière d'assassinats téléguidés et dûment préparés en conférence ministérielle. Non content d'abattre le cheikh Yassine, le gouvernement menace Arafat, présenté comme l'un des prochains sur la liste par un des sbires du Likoud. À l'heure où les différentes chausse-trappes mises en place par le Quartet ou par les prétendus hommes de bonne volonté artisans du plan de Genève semblent s'enliser dans les sables du Néguev, on ne peut que constater que le seul

élément fixe, la constante de l'orientation sioniste, c'est l'anéantissement programmé des Palestiniens.

Certes, il n'y a nulle comparaison avec certains génocides du type dont ont été victimes les Arméniens en 1915, les Juifs en 1939-45 ou les Tutsis en 1994. Mais s'il n'y a pas comparaison, c'est uniquement en termes de « quantité ». La nature des objectifs est la même, mais elle ne dit pas son nom, contrairement aux trois précédents cas cités. Il ne s'agit pas de traquer les Palestiniens à travers le monde, mais de les éliminer de l'« espace vital » sioniste, aujourd'hui clairement étendu de la mer Méditerranée à la frontière jordanienne et à l'ouest de la Syrie (le Golan est occupé depuis 1967) ; demain si Yahvé exauce les criminels sionistes, elle ira jusqu'aux portes du désert de Syrie, chassant les bédouins après les Palestiniens. Bien sûr, il y a loin de la coupe aux lèvres, et les sionistes finiront bien par avaler du sable en lieu et place de champagne, mais à quel prix !

Le soutien international au peuple palestinien va inéluctablement s'intensifier en dépit de la pusillanimité et de la lâcheté des chefs d'Etat arabes, aussi bien ceux qui ont des relations diplomatiques avec Israël que ceux qui n'en ont pas. Sharon s'attend à des réponses terribles de la part du Hamas après l'odieux assassinat de Yassine, mais cela entre parfaitement dans sa stratégie de terreur, qui alimente son vivier électoral en même temps qu'il isole les adversaires internes de ses méthodes politiques, adversaires qui par ailleurs sont plutôt en désaccord sur la forme que sur le fond (le Parti travailliste n'est pas contre les massacres, mais il ne faut pas que cela soit trop voyant, à

cause de l'opinion publique mondiale...).

## **Ni bantoustan, ni demi-portion de Palestine**

Il faut soutenir le mot d'ordre de restitution au peuple palestinien de la Palestine historique, c'est-à-dire l'actuel Israël et les territoires de Cisjordanie et Gaza.

Ni bantoustans ni demi-portion de Palestine !

Le vote de l'ONU de 1947 qui a consacré la partition de la Palestine et a permis l'émergence de l'Etat sioniste et de son cortège de catastrophes et de crimes, qui a plongé les réfugiés dans la misère et le désespoir, ce vote doit être l'objet d'une attaque en règle de la part de tous les défenseurs du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes.

C'est la collaboration criminelle de Staline avec Truman sur cet objectif, en pleine « guerre froide », qui a permis la suite. Rappelons que cette résolution a été adoptée en novembre 1947 avec une voix de majorité seulement, en l'occurrence celle du représentant de l'URSS à l'ONU. La volte-face apparente de Staline en faveur du peuple palestinien le 14 mars 1948 n'est rien d'autre que l'attitude habituelle du pompier pyromane. Toute la suite de l'attitude des staliniens ou « post-staliniens » n'est qu'une série de comportements hypocrites, cautionnant sans cesse le mot d'ordre « une patrie pour les Palestiniens », en se gardant bien de préciser de quel territoire exigü, de quelle portion congrue il s'agit. Et dans les combats d'hier et d'aujourd'hui, autant il est possible d'imposer le front unique contre l'expansion sioniste et



son attitude répressive, autant il est nécessaire de mener une bataille sans concession contre les tenants d'un Etat-croupion palestinien dont ils sont les seuls à se satisfaire.

Il ne s'agit en aucun cas d'exagérer. Il se trouve que depuis 56 ans, et même 87 ans (déclaration Balfour de 1917 pratiquant le surbooking en octroyant le même sol aux partisans d'un Etat sioniste et aux représentants des Palestiniens), la revendication d'un Etat palestinien recouvre une superficie délimitée par l'histoire, du Liban à l'Egypte, de la Syrie à la Méditerranée et de celle-ci au Jourdain. (Le gouvernement canadien propose d'accueillir des Palestiniens sur son sol, c'est une proposition fort aimable, mais elle est aussi pure d'intentions que le projet de Staline de concentrer tous les Juifs au Birobidjan, en Extrême-Orient, entre la Sibérie et la mer Jaune.)

Il n'y a pas à chercher de patrie de remplacement ; il n'est pas question non plus d'exiger le rejet des Juifs au large des côtes dans une variante nouvelle de l'odyssée de l'« Exodus » en 1947. Il n'est question que du simple respect du droit des peuples.

## **David contre Goliath**

Seul un Etat palestinien laïque et démocratique pourra permettre une cohabitation des deux peuples à égalité de droits.

Certains Palestiniens et certains Israéliens, et on ne fait pas référence ici aux collaborateurs du régime dominant, ont fraternisé. Mais capitalisme et humanisme ne peuvent pas faire bon ménage et la noblesse des sentiments est toujours, tôt ou tard, récupérée par les forces les plus réactionnaires. Il y a eu des

Hutus qui ont sauvé des Tutsis en 1994, des Français non juifs qui ont sauvé des Juifs en 1942 ; ces gestes pleinement humains sont exemplaires mais ne peuvent occulter l'infamie régnante. Beaucoup de citoyens qui ont sauvé des Juifs durant la Seconde Guerre mondiale ont été décorés de l'ordre de « Yad Vachem », la plus haute distinction attribuée par Israël. Là encore, il s'agit de la confiscation des martyrs par un appareil d'Etat parmi les plus réactionnaires et sanguinaires de la planète, au plus haut sommet de l'échelle de Richter de la réaction, si celle-ci existe.

Plus que jamais, le devoir de tout révolutionnaire, ou plus simplement de tout démocrate, est de lutter pour libérer le peuple palestinien du joug sioniste, de l'aider à retrouver sa patrie, et non pas une patrie au rabais. Ceci ne pourra s'accomplir sans lutter pour la destruction de l'Etat sioniste, indissociable de son parrain, l'impérialisme le plus puissant du monde, celui des Etats-Unis. Cette exigence est tout aussi nécessaire à la composante juive en Palestine, si elle veut garantir son avenir. L'Etat sioniste est aussi son ennemi.

« Pot de terre contre pot de fer », penseront certains. Nul ne doute que ce combat continuera d'être terrible, mais il n'y a pas d'autre issue et, faut-il rappeler que le petit Vietnam a mis à la porte en 1975 plus fort que lui, le même géant précisément ?

À l'orée du XXI<sup>e</sup> siècle, contrairement aux temps bibliques, David est philistin (ancêtre probable des Palestiniens) et Goliath une hydre à deux têtes, sioniste et impérialiste yankee. Chacun connaît la suite de l'histoire. Nous verrons ce qu'apportera celle qui commence par un H majuscule.

Le peuple palestinien, en résistant, en combattant jour après jour, appuyé et soutenu par les peuples et classes ouvrières du monde, écrit cette histoire. L'homme libre, le militant, la classe ouvrière, se doivent d'être à ses côtés, inconditionnellement.

Paul Rauschert,

mars 2004



*Manifestation pour la libération des emprisonnés*

# Bibliographie

- Jean-Pierre ALEM. *Le Proche-Orient arabe*. Que Sais-je ? n° 319, PUF.
- Rachid BOUDJEDRA. *Journal palestinien*. SNED, Alger, 1982.
- Mahmoud DARWICH. *Palestine, mon pays*. Editions de Minuit, 1988.
- Alain GRESH. *OLP, histoire et stratégies*. Editions Spag-Papyrus, Paris, 1983.
- Alain GRESH et Dominique VIDAL. *Palestine 47 : un partage avorté*. Editions Complexe, n° 49, 1987.
- Ali JERBAWI et Roger HEACOCK. « Le Processus de paix vu des territoires occupés ». *Revue d'études palestiniennes* n° 43, printemps 1992.
- Abraham LEON. *La Conception matérialiste de la question juive*. EDI, Paris, réédition 1992.
- Maurice RAJSFUS. « 1948-1949, Israël n'était pas mon problème. » *Revue d'études palestiniennes* n° 38, hiver 1991.
- Israël SHAHAK. « La Tuerie de Jérusalem. » *Revue d'études palestiniennes* n° 38, hiver 1991.
- Ralph SCHOENMAN. *L'Histoire cachée du sionisme*. SELIO, 1988.
- Ralph SCHOENMAN. « Moyen-Orient, le chemin de Madrid n'est pas celui de la paix. » *In La Vérité*, décembre 1991.

## Articles :

- de l'Encyclopedia Universalis, de J.-P. CHAGNOLLAUD (université de Nancy) ;
- de l'Encyclopédie Quillet et du Robert ;
- du *Monde* du 26 janvier, du 17 mars et des 14-15 septembre 1993.

## **Les auteurs, Marc Mennequier et Paul Rauschert**

Cet ouvrage a été co-rédigé par Marc Mennequier et Paul Rauschert.

Marc Mennequier est décédé à Millau en mai 2004. Membre du Comité central de La Commune, il a été, de 1997 à 2002, rédacteur en chef de notre mensuel, *La Commune*, sous le pseudonyme de Mark Ermler.

Profondément internationaliste, méprisant au plus haut point le chauvinisme et toute forme de xénophobie, il considérait tout autant que nous le marxisme comme un outil de pensée et un guide pour l'action et s'amusait des intellectuels de salon et de tous ceux que le poison du stalinisme avait pervertis.

Sur mandat de son organisation La Commune tout autant que par élan personnel, il se lance, le 10 janvier 1993, après une tournée à Damas, en Syrie, et Beyrouth, au Liban, dans la constitution du Comité international en défense de tous les prisonniers palestiniens qui rencontrera un écho considérable parmi les personnalités, élus, syndicalistes et salariés en France.

Ce Comité, avec l'accord de toutes les organisations palestiniennes sans exception, organisera sous l'impulsion de Marc Mennequier le parrainage de prisonniers palestiniens. Les multiples initiatives permettront ainsi de recueillir des fonds qui aideront concrètement l'organisation de prisonniers Addameer de Gaza et Cisjordanie.

Marc écrira la brochure La question palestinienne à partir de sa conférence publique à la faculté de Montpellier en mars 1993. Cette même veine internationaliste l'amènera, alors qu'il était pourtant déjà malade, à faire partie de la délégation de La Commune qui s'est rendue, en février 2002, à Buenos Aires, soutenir la révolution argentine — *el Argentino* — et notre section sœur, le Mouvement socialiste des travailleurs.

La réédition de cette brochure, qu'il avait souhaitée, est le meilleur hommage qui pouvait lui être rendu.

On trouvera la notice biographique complète de Marc Mennequier dans le n° 41 de *La Commune* (juin 2004) ou sur notre site, <http://www.lacommune.org> à la rubrique Les nôtres.

Paul Rauschert est professeur agrégé d'histoire dans la région parisienne et membre de La Commune.

Cahier de *La Commune* n° 4,  
supplément à *La Commune* n° 41.

Commission paritaire AF74217

ISSN 1271-1101  
Imprimerie spéciale

Prix : 4 euros

Contactez-nous :

**ADIDO** — BP 82, 94003 Créteil  
**lacommune@lacommune.org**  
**<http://www.lacommune.org>**